

Rapport de solvabilité
et de situation financière 2017

GMF VIE



ASSURÉMENT HUMAIN

Rapport sur la Solvabilité et la Situation Financière

2017

GMF Vie

Sommaire

Synthèse	3
A. Activité et résultats	5
A.1. Activité.....	5
A.2. Résultat de souscription.....	8
A.3. Résultat des investissements.....	9
A.4. Résultat des autres activités	9
A.5. Autres informations.....	10
B. Système de Gouvernance	11
B.1. Informations générales sur le système de gouvernance	11
B.2. Exigences d'honorabilité et de compétence.....	18
B.3. Système de gestion des risques.....	19
B.4. Système de contrôle interne.....	22
B.5. Fonction Audit interne	25
B.6. Fonction Actuarielle	27
B.7. Sous-traitance.....	28
B.8. Autres informations.....	29
C. Profil de risque	30
C.1. Risque de souscription.....	31
C.2. Risque de marché.....	33
C.3. Risque de crédit.....	35
C.4. Risque de liquidité	36
C.5. Risque opérationnel.....	36
C.6. Autres risques importants	37
C.7. Autres informations.....	37
D. Valorisation à des fins de Solvabilité	38
D.1. Actifs	38
D.2. Provisions techniques.....	42
D.3. Autres passifs.....	46
D.4. Méthodes de valorisations alternatives.....	47
D.5. Autres informations.....	47
E. Gestion du capital	48
E.1. Fonds propres.....	48
E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis.....	50
E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le capital de solvabilité requis	51
E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé	51
E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis	51
E.6. Autres informations.....	51
Annexes	52

Synthèse

Activité et résultats

- GMF Vie est une société du groupe Covéa exerçant en France une activité d'assurance Vie. Les produits d'épargne retraite en euros et unités de comptes sont ses principaux marchés.
- En 2017, le résultat net de GMF Vie atteint 97 M€ contre 80 M€ en 2016. L'année est marquée par le développement de la collecte en unités de compte et du chiffre d'affaires en prévoyance. La performance financière a permis de servir aux assurés un taux de 2.10%, supérieur à la moyenne du marché, tout en renforçant la provision pour participation aux bénéfices pour préserver l'avenir. Enfin, la charge d'impôts a augmenté alimentée par la contribution exceptionnelle de 30%.

Chiffre d'affaires	
1 414 M€	-123 M€
en 2017	par rapport à 2016

Résultat technique	
117 M€	+59 M€
en 2017	par rapport à 2016

Produits financiers	
751 M€	+41 M€
en 2017	par rapport à 2016

Système de gouvernance

- Le système de gouvernance de GMF Vie s'inscrit dans l'organisation opérationnelle du Groupe Covéa, adaptée à son activité et à ses risques. Les composantes du dispositif de gouvernance (comités, politiques, processus) permettent une répartition claire des responsabilités et une remontée d'informations efficace vers les organes décisionnels. Des exigences et des processus spécifiques sont prévus concernant l'honorabilité et la compétence des mandataires sociaux, dirigeants et titulaires des fonctions clés.
- GMF Vie bénéficie du dispositif global de contrôle déployé au sein du groupe Covéa et de ses différentes composantes complémentaires et indépendantes :
 - Le dispositif de gestion des risques Covéa a pour principales missions de détecter, analyser, mesurer, gérer, surveiller et rapporter en permanence, avec anticipation, l'ensemble des risques auxquels l'entreprise est exposée. Il est également le garant du respect du cadre d'appétence fixé dans les orientations stratégiques.
 - La fonction Vérification de la Conformité Covéa met en œuvre le dispositif destiné à assurer le respect des réglementations applicables aux activités de GMF Vie.
 - Le système de contrôle interne de Covéa, indépendant des activités opérationnelles est en charge de l'identification, de l'évaluation et du pilotage des risques opérationnels. Il concourt à la maîtrise des activités de l'entreprise, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.
 - Le dispositif d'audit interne Covéa évalue périodiquement l'adéquation des dispositifs de gouvernance, de contrôle interne et de gestion des risques de la société. Il émet des recommandations pour remédier aux éventuelles insuffisances détectées et effectue le suivi de leur mise en œuvre. Il contribue à l'amélioration de la maîtrise des risques et des performances de l'organisation.
 - La fonction actuarielle garantit le caractère approprié des méthodologies, des modèles et des hypothèses sous-jacents au calcul des provisions techniques et apprécie la qualité des données utilisées à cette fin. Elle donne également un avis sur les politiques de souscription et de réassurance. Ses appréciations et recommandations sont formalisées dans un rapport dédié, transmis annuellement aux organes de gouvernance de la société.
 - Le dispositif Covéa de maîtrise de la sous-traitance, interne et externe, est encadré par une politique dédiée. Il vise à garantir la conformité des activités sous-traitées aux réglementations applicables et la maîtrise des activités sous-traitées.

- Des changements organisationnels, annoncés en octobre 2017¹, ont pris effet au 1^{er} janvier 2018. De façon transverse, ils portent sur l'organisation des directions générales Covéa et la composition du Comité Exécutif Covéa. Au niveau de certaines entités, des nominations au sein de l'équipe de direction ont eu lieu.

Profil de risque

- En tant qu'entreprise d'assurance, le métier de GMF Vie consiste, par nature, à créer de la valeur en gérant des risques, dans le respect du cadre d'appétence fixé par les orientations stratégiques.
- Le portefeuille d'engagements d'assurance et le portefeuille d'actifs financiers, l'organisation et l'environnement économique, réglementaire et financier de GMF Vie sont autant de sources de risques, analysés et suivis de manière permanente par les dispositifs de gestion des risques et de contrôle mis en œuvre au sein de la société.
- Le capital de solvabilité requis évalué en normes Solvabilité II sur la base de la formule standard permet de quantifier une part des risques supportés. D'autres risques non capturés par la formule standard sont par ailleurs suivis et gérés.
- Le profil de risque de GMF Vie se compose ainsi en premier lieu de risques de marché. Les risques de souscription représentent la seconde exposition majeure de l'entreprise, complétée par une exposition au risque de défaut de contrepartie.
- Différentes techniques sont mises en œuvre pour atténuer ces risques. Des tests de sensibilité sont par ailleurs réalisés. Ils ont permis de démontrer la résilience du ratio de couverture du capital de solvabilité requis de GMF Vie dans des circonstances très défavorables.

Valorisation aux fins de solvabilité

- Les catégories d'actifs et de passifs importantes qui composent le bilan prudentiel de la société ont été valorisées conformément aux normes Solvabilité II, à des montants pour lesquels ces derniers pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions de concurrence normales.
- Une telle construction du bilan prudentiel diffère des principes suivis pour l'établissement du bilan en normes françaises. Les principaux écarts de valorisation concernent, d'une part, les actifs de placement de l'entreprise, enregistrés en valeur de marché, et les provisions techniques, d'autre part, inscrites au bilan prudentiel à leur valeur économique qui correspond à une valeur de transfert.

Gestion des fonds propres

- Les fonds propres de GMF Vie sont exclusivement constitués d'éléments de fonds propres de base de niveau 1, non restreints. Leur montant éligible à la couverture du capital de solvabilité requis et du minimum de capital requis, s'élève à 2 109 M€ contre 1 767 M€ en 2016.
- Le capital de solvabilité requis, calculé en application de la formule standard, atteint 541 M€ en 2017 contre 555 M€ en 2016.
- Le ratio de couverture du capital de solvabilité requis par les fonds propres éligibles, qui en résulte, se porte à 390% contre 319% à la clôture de l'exercice précédent.
- Le minimum de capital requis de la société, calculé en application de la formule standard, atteint 243 M€ en 2017 contre 250 M€ en 2016.
- Le ratio de couverture du minimum de capital requis par les fonds propres éligibles de GMF Vie se porte à 867% contre 708% à la clôture de l'exercice précédent.

¹ <https://newsroom.covea.eu/download-pdf/5a462c0d2d40ce2ed92755a6>

A. Activité et résultats

A.1. Activité

A.1.1. Informations Générales

GMF Vie est une société anonyme de droit français du groupe Covéa.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR, 61 Rue Taitbout, 75009 Paris) est l'organisme en charge de son contrôle financier ainsi que de celui du groupe Covéa.

L'entreprise établit ses comptes en normes françaises. Le Commissaire aux comptes titulaire est le cabinet Mazars S.A., dont le siège est situé 61 rue Henri Regnault 92400 COURBEVOIE, représenté par Nicolas DUSSON.

A.1.2. Organisation du Groupe et de GMF Vie

Le groupe d'assurance mutualiste Covéa, dont fait partie la société GMF Vie, noue et gère des relations de solidarité financière fortes et durables avec ses entreprises affiliées. Il a pour mission de veiller à leur pérennité et à leur développement.

La société faîtière du groupe Covéa est une SGAM (Société de Groupe d'Assurance Mutuelle). Dix entités appartenant au monde mutualiste, réparties en quatre familles, sont affiliées à la SGAM Covéa :

- **Famille MMA** : MMA IARD Assurances Mutuelles, MMA Vie Assurances Mutuelles, DAS Assurances Mutuelles, Le Finistère Assurance, SMI
- **Famille MAAF** : MAAF Assurances, MAAF Santé, APGIS
- **Famille AM** : ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE
- **Famille GMF** : LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES

Parmi ces entreprises affiliées à la SGAM Covéa, certaines sont actionnaires de Covéa Coopérations, société de réassurance de droit français qui détient, à son tour, directement ou indirectement, tout ou partie du capital des sociétés opérationnelles du Groupe.

Covéa Coopérations constitue ainsi la structure pivot entre les entreprises affiliées à la SGAM et les sociétés opérationnelles du Groupe.

A.1.3. Organigramme simplifié au 31 décembre 2017

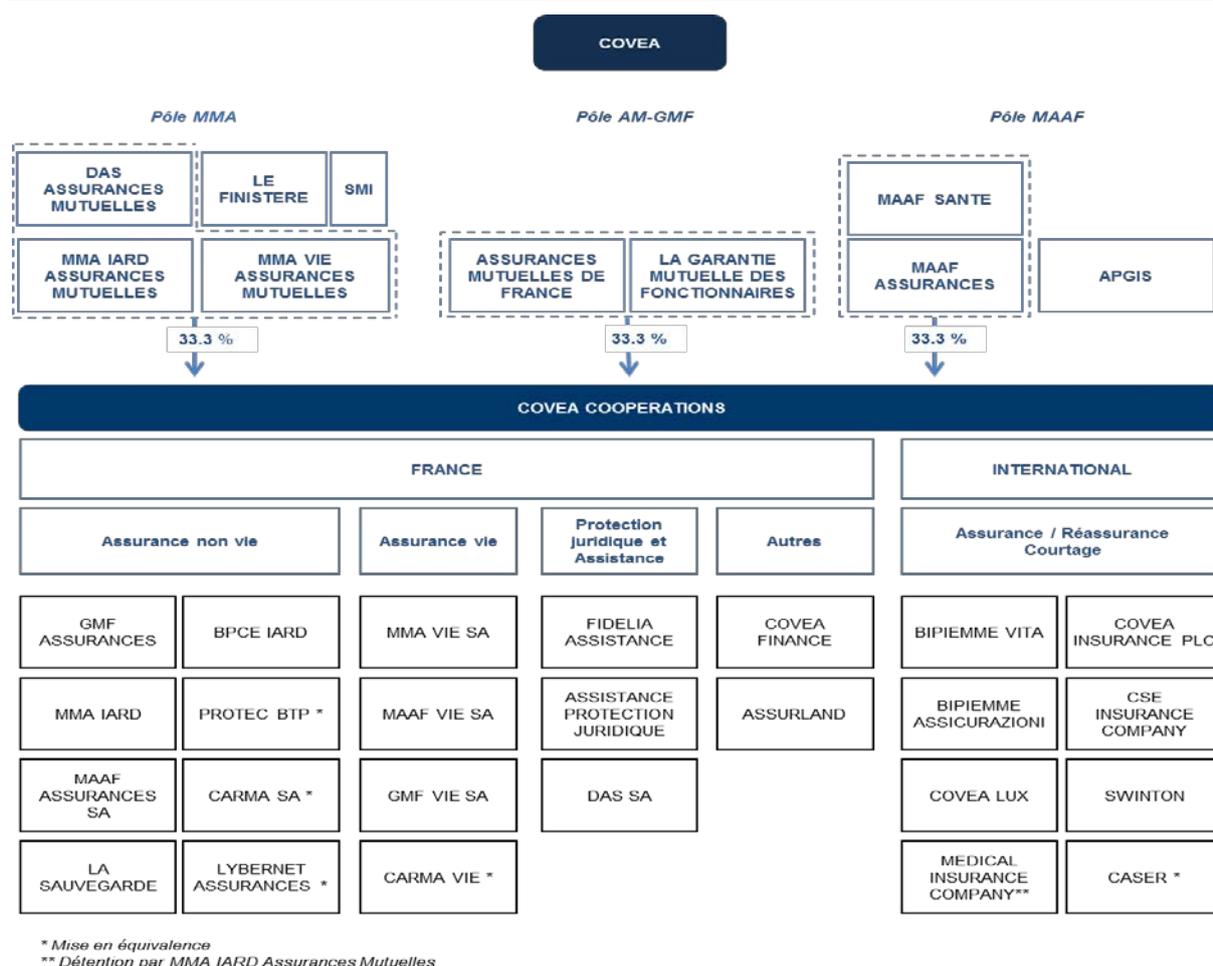


Figure 1 : Structure juridique Covéa

Dans la structure juridique du Groupe, GMF Vie, est une filiale détenue à 60 % par Covéa Coopérations et 40 % par GMF Assurances.

Les actionnaires de la société Covéa Coopérations, détenteurs ultimes de GMF Vie, sont des mutuelles affiliées à la SGAM Covéa, réparties en 3 pôles :

Actionnaires ultimes	Quote-part de capital détenue
Pôle MMA	
MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES	19.57%
MMA VIE ASSURANCES MUTUELLES	11.81%
DAS ASSURANCES MUTUELLES	1.96%
Pôle AM-GMF	
LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES	18.80%
ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE	14.54%
Pôle MAAF	
MAAF ASSURANCES	33.16%
MAAF SANTE	0.17%

Tableau 1 : Actionnaires ultimes

A.1.4. Filiales et participations significatives de GMF Vie

Au 31 décembre 2017, GMF Vie contrôle les entreprises ci-dessous :

Sociétés	Quote-part de capital détenue
En France	
FLECHE MIZOLA	99.93 %

Tableau 2 : Filiales et participations significatives

A.1.5. Activités de GMF Vie

GMF Vie exerce, en France, une activité d'assurance Vie sur les marchés de l'épargne (supports euros, unités de compte, retraite) et de la prévoyance.

Sur le marché de l'épargne, GMF Vie commercialise un contrat multi-support « Multéo » ainsi qu'un contrat épargne spécifiquement lié à la préparation de la retraite « Opti'PERP ».

Sur le marché de la prévoyance, GMF Vie commercialise des contrats de prévoyance temporaire individuelle en cas de décès ainsi qu'un produit d'assurance emprunteur.

GMF Vie s'appuie sur un réseau de distribution de plus de 60 collaborateurs dédiés à la relation avec ses sociétaires et clients ainsi que sur le réseau de la marque GMF. L'entreprise fait de l'accessibilité un de ses engagements : sur www.gmf.fr, dans ses 360 points de vente, ou encore au travers de son centre d'appels téléphoniques, exclusivement réparti sur le territoire national.

A.1.6. Faits marquants

Mise en place d'un statut commun à l'ensemble des salariés du groupe Covéa

GMF Vie a signé en juin 2017 les accords du statut commun du groupe Covéa. Ils prévoient des dispositions harmonisées concernant en particulier le temps de travail, la participation, l'intéressement, l'abondement, la protection sociale et la retraite.

Contributions exceptionnelles à l'impôt sur les sociétés

La loi de finances 2018 a abrogé la taxe de 3% sur les dividendes versés hors groupe d'intégration fiscale, après qu'elle a été déclarée anticonstitutionnelle par décision du Conseil Constitutionnel du 6 octobre 2017.

GMF Vie n'ayant jamais été assujettie à cette taxe, elle n'est éligible à aucun remboursement à ce titre.

Parallèlement, la loi de finances rectificative pour 2017 a introduit des contributions exceptionnelles à l'impôt sur les sociétés de 15% ou 30%, applicables lorsque le chiffre d'affaires de l'entité ou, le cas échéant du groupe d'intégration fiscale, excède respectivement 1 ou 3 Mds€.

Au titre de l'exercice 2017, GMF Vie est redevable de contributions exceptionnelles de 30%, dans les conditions de la convention d'intégration fiscale de la SGAM Covéa amendée.

A.2. Résultat de souscription

A.2.1. Performance de souscription

Au 31 décembre 2017, le chiffre d'affaires de GMF Vie s'établit à 1 414 M€ et se compose de la manière suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Epargne retraite	1 331	1 458
Dont supports en Euro	1 257	1 437
Dont supports en Unités de Compte	74	21
Prévoyance	83	79
Total	1 414	1 537

Tableau 3 : Collecte brute

Le chiffre d'affaires diminue de 8% en 2017. Le frein porté à la collecte des produits d'épargne-retraite en euros est en partie compensé par le fort développement de la collecte en unités de compte, qui représente désormais 5.5% de la collecte brute totale en épargne retraite, et par la croissance des contrats de prévoyance, portée notamment par l'assurance emprunteur.

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Primes acquises brutes	1 414	1 537
Charge des sinistres	-1 313	-1 224
Charge des autres provisions techniques	-89	-281
Ajustements ACAV nets	12	4
Solde de souscription	24	36
Produits des placements nets - compte technique	717	680
Participation aux résultats	-545	-574
Solde financier	172	106
Frais d'acquisition et d'administration	-69	-70
Autres produits et charges	-9	-14
Solde de gestion	-78	-84
Solde de réassurance	-1	-
Résultat technique	117	58

Tableau 4 : Résultat technique

Le solde de souscription de GMF Vie s'établit à 24 M€, en diminution de 12 M€. La forte baisse de la collecte nette sur les contrats épargne-retraite en euros n'est que partiellement compensée par l'amélioration du segment prévoyance.

Le solde financier de GMF Vie progresse en 2017 sous l'effet d'une hausse des produits financiers nets (cf. section A3 du présent rapport), associée à une diminution des charges de participation aux résultats.

Le taux servis par GMF Vie sur l'ensemble de ses contrats s'établit à 2.1%, en retrait par rapport à 2016. Il demeure positionné au-dessus de la moyenne de marché. GMF Vie a doté sa provision pour participation aux bénéfices à hauteur de 142.7 M€, la portant ainsi à 1 191.7 M€ au 31 décembre 2017, soit 6% des provisions mathématiques épargne-retraite en euros, contre 5.4% en 2016.

Le résultat technique de GMF Vie s'établit ainsi à 117 M€, en hausse de 59 M€.

A.3. Résultat des investissements

Les activités exercées par GMF Vie l'exposent, par leur nature, à des risques sur de longues périodes. En conséquence, la société investit une part importante de ses actifs dans des produits stables et de long terme : les produits de taux, des obligations d'Etats et d'entreprises principalement. Son portefeuille est également composé d'actions et de placements immobiliers qui en dynamisent la rentabilité, ainsi que d'autres actifs divers (parts de fonds communs de placement, liquidités ...).

Les produits financiers nets de GMF Vie se décomposent, par classe d'actif, de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2017			2016***		
	Revenus financiers nets	Plus et moins-values nettes**	Produits financiers nets	Revenus financiers nets	Plus et moins-values nettes**	Produits financiers nets
Produits de taux	446	80	526	470	9	479
Actions*	66	176	242	71	138	209
Immobilier*	18	2	20	44	-10	34
Autres	-37	-	-37	-14	3	-11
Total	494	258	751	571	139	710

* y compris parts dans les fonds d'investissement

** y compris dépréciation et réserve de capitalisation

*** Pro forma : évolution de la méthode de classification des produits financiers

Tableau 5 : Résultats financiers² par classe d'actifs au 31.12.2017

En 2017, les produits financiers de GMF Vie se maintiennent à un niveau élevé à 751 M€ en hausse de 41 M€ par rapport à 2016. Cette amélioration est expliquée par un niveau exceptionnel de plus-values réalisées sur les actions, et dans une moindre mesure, sur les produits de taux.

Les revenus financiers nets passent de 571 M€ en 2016 à 494 M€ en 2017. Cette évolution est portée par l'érosion des revenus obligataires dans un contexte de taux bas persistant, par la baisse des loyers encaissés consécutive à la restructuration d'un immeuble, et par un effet de change défavorable, l'Euro s'étant apprécié en 2017 face à la plupart des devises.

Le rendement de l'actif s'élève à 3.37% contre 3.34% en 2016, au regard d'un TEC 10 moyen de 0.79% sur la période.

A.4. Résultat des autres activités

GMF Vie n'exerce pas d'activité, en dehors de ses métiers de souscription et de placement, qui générerait des produits et dépenses significatifs.

² Hors ACAV

A.5. Autres informations

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Résultat technique	117	58
Produits des placements alloués du compte technique	34	30
Autres produits nets non techniques	1	5
Résultat exceptionnel	-	1
Participation des salariés	-1	-1
Impôt sur les bénéfices	-53	-13
Résultat de l'exercice	97	80

Tableau 6 : Résultat net

Le résultat net de GMF Vie s'établit à 97 M€, en progression de 17 M€, impacté notamment par la contribution exceptionnelle à l'impôt de 30%.

Aucune autre information importante concernant l'activité n'est à noter.

B. Système de Gouvernance

B.1. Informations générales sur le système de gouvernance

B.1.1. Système de gouvernance Covéa

B.1.1.1. Organisation générale

Le système de gouvernance de GMF Vie s'inscrit dans l'organisation opérationnelle du Groupe Covéa. Axée sur la transversalité, celle-ci, met en action l'ensemble de compétences et de moyens techniques dédiés à l'exercice des activités du Groupe et de ses entreprises, ainsi qu'à leur maîtrise.

L'organisation opérationnelle Covéa repose sur une séparation claire des responsabilités et sur un dispositif efficace de communication, grâce notamment aux instances d'information et de décision en place. L'organisation Covéa favorise les coopérations et garantit une gestion saine et prudente de ses entreprises. Les fonctions supports y sont centralisées, au service de toutes les sociétés du Groupe.

Le Comité Exécutif Covéa constitue l'organe central opérationnel. Il est chargé, sous l'autorité du Président directeur général de Covéa, de mettre en œuvre la stratégie du Groupe définie par le Conseil d'Administration Covéa. Il décide des orientations nécessaires au développement, à la performance opérationnelle et à la gestion des risques de Covéa. Cette instance dispose d'une vision d'ensemble de toutes les sociétés du Groupe et traite de tous les sujets les intéressant.

L'organisation opérationnelle et le système de gouvernance qui en découlent assurent au Comité d'Audit et des Risques Covéa, au Conseil d'Administration de GMF Vie, et au Conseil d'Administration de Covéa une vision claire des responsabilités opérationnelles.

A compter du 1^{er} janvier 2018, l'organisation opérationnelle Covéa évolue³.

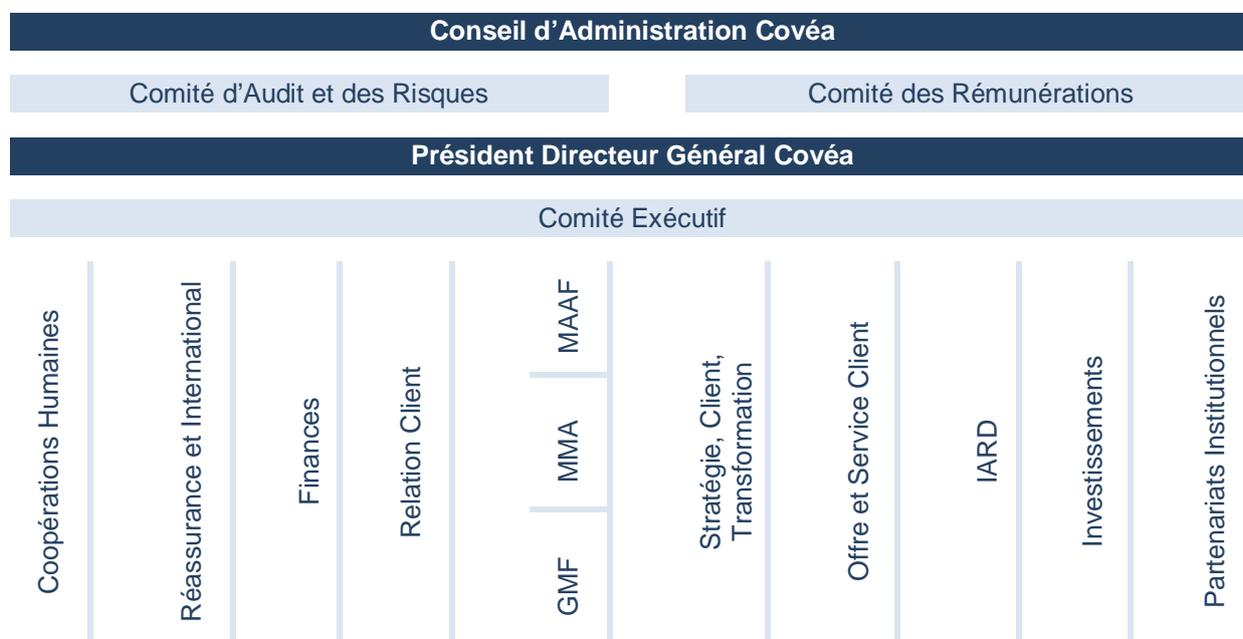


Figure 2 : Organisation opérationnelle Covéa au 1.01.2018

³ <https://newsroom.covea.eu/download-pdf/5a462c0d2d40ce2ed92755a6>

B.1.1.2. Le Comité d'Audit et des Risques Covéa

Le Comité d'Audit et des Risques, placé sous la responsabilité du Conseil d'Administration de Covéa, couvre l'ensemble des sociétés d'assurance et de réassurance contrôlées par le Groupe, dont GMF Vie.

Au 31 décembre 2017, le Comité d'Audit et des Risques de Covéa est composé de 9 membres. Le Comité d'Audit et des Risques est notamment chargé d'assurer le suivi :

- Du processus d'élaboration de l'information financière. En outre, au moment de l'arrêté des comptes annuels, il examine les comptes sociaux et les comptes combinés ;
- Du contrôle légal des comptes annuels par le ou les Commissaires aux comptes ;
- De l'indépendance des Commissaires aux comptes ;
- De l'efficacité des systèmes de contrôle interne ;
- De la politique, des procédures et des systèmes de gestion des risques et de l'efficacité de ces derniers ;
- Des travaux des fonctions clés.

En 2017, le Comité d'Audit et des Risques s'est réuni 9 fois. Le taux de participation de ses membres est de 100%.

B.1.1.3. Le Comité des Rémunérations

Le Comité des Rémunérations, placé sous la responsabilité du Conseil d'Administration de Covéa, couvre les sociétés contrôlées par le Groupe, dont GMF Vie.

Au 31 décembre 2017, le Comité des Rémunérations de Covéa est composé de 3 membres. Le Comité des Rémunérations est notamment chargé :

- D'examiner sur la base du profil de risque de l'entreprise, les conditions d'octroi et les critères se rattachant à la rémunération (fixe, variable, et tout autre complément) des mandataires sociaux non dirigeants, des dirigeants mandataires sociaux, des mandataires sociaux pouvant être considérés comme dirigeants effectifs et des cadres de direction, y compris ceux exerçant une fonction clé ;
- D'assurer un suivi global de l'évolution des rémunérations ;
- D'examiner la conformité de la politique de ressources humaines des sociétés aux principes édictés dans la politique de rémunération du groupe Covéa.

Le Comité des rémunérations peut émettre toutes propositions, selon les cas, au Conseil d'Administration Covéa, à la direction générale ou à la direction générale Ressources Humaines et Communication Interne.

Une fois par an, le Président du comité rend compte au Conseil d'Administration de Covéa des orientations, réflexions, appréciations et démarches engagées, le cas échéant, par le Comité dans le cadre de ses missions.

En 2017, le Comité des Rémunérations s'est réuni 5 fois. Le taux de participation de ses membres est de 100%.

B.1.2. Structures de gouvernance de GMF Vie

B.1.2.1. Le Conseil d'Administration

Au 31 décembre 2017, la société GMF Vie est administrée par un Conseil d'Administration, composé de 9 membres, conformément aux statuts qui en prévoient un nombre compris entre 3 et 12:

- M. Edouard VIEILLEFOND, Président du Conseil d'Administration
- ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE, représentée par M. Laurent TOLLIE
- ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE, représentée par M. Michel GIRAUDON
- FIDELIA ASSISTANCE, représentée par M. Hubert IVANOFF
- FIDELIA SERVICES, représentée par Mme Christiane MAURECH
- La GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES, représentée par Mme Marie-France ORTI
- GMF ASSURANCES, représentée par Mme Hélène BEJUI-HUGUES
- LA SAUVEGARDE, représentée par M. Patrice FORGET
- TELEASSURANCES, représentée par Mme Hélène MARTINI

Certains administrateurs de GMF Vie sont également mandataires sociaux d'autres sociétés de la marque GMF ou du Groupe.

Les mandats détenus par les administrateurs font l'objet d'un suivi particulier dans le cadre des obligations réglementaires relatives aux règles de cumul.

La durée du mandat des membres du Conseil d'Administration de GMF Vie est de 6 années.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il examine notamment l'orientation de la gestion de la société, les performances et les modifications réglementaires soumises à agrément.

Le Conseil d'Administration se tient aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. En 2017, il s'est réuni 6 fois et le taux de participation de ses membres est de 94,44 %.

Préalablement à la réunion des Conseils, un dossier de convocation est adressé aux administrateurs.

B.1.2.2. La Direction Générale et les Dirigeants Effectifs

Le directeur général, M. Edouard VIEILLEFOND, et les directeurs généraux délégués, Mme Anne KACHELHOFFER et Mme Sophie BEUVADEN, tous trois en fonction jusqu'au 1er janvier 2018, sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Ils exercent ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration. Ils représentent la société dans ses rapports avec les tiers. Ils ont la faculté de déléguer leurs pouvoirs.

Pour mener à bien ses missions, le directeur général s'appuie sur l'organisation opérationnelle Covéa, en particulier :

- Les directions générales Covéa et le Comité Exécutif Covéa ;
- Des directions propres et des comités spécifiques à l'entreprise ou à son domaine d'activité.

Par ailleurs, la Directive Solvabilité II rend obligatoire la désignation de deux dirigeants effectifs au moins et leur notification à l'ACPR. Il s'agit de la mise en application du principe de gouvernement d'entreprise dit « des quatre yeux » : il prévient toute concentration des pouvoirs de direction opérationnelle sur un dirigeant unique et impose un double regard, au moins, lors de la prise de décisions impactant l'orientation de l'activité de l'entreprise.

Les dirigeants effectifs de GMF Vie notifiés à l'ACPR, sont, jusqu'au 1er janvier 2018, M. Edouard VIEILLEFOND, Président-Directeur général, Mme Anne KACHELHOFFER, Directeur Général Délégué et Mme Sophie BEUVADEN, Directeur Général Délégué.

A effet du 1er janvier 2018, ont été nommés :

- M. Paul ESMEIN, Président du Conseil d'Administration, en remplacement de M. Edouard VIEILLEFOND,
- Mme Anne KACHELHOFFER, directeur général, en remplacement de M. Edouard VIEILLEFOND,
- M. Laurent TOLLIE, directeur général délégué en remplacement de Mme Sophie BEUVADEN.

A compter du 1er janvier 2018, M. Paul ESMEIN, Président, Mme Anne KACHELHOFFER, directeur général et M. Laurent TOLLIE, directeur général délégué sont les dirigeants effectifs de GMF Vie.

B.1.2.3. Les fonctions clés

Conformément aux exigences de la réglementation Solvabilité II, les responsables des fonctions clés de GMF Vie ont été notifiés à l'ACPR.

Fonction Audit Interne

La fonction Audit Interne a pour mission d'évaluer la pertinence et l'efficacité du système de contrôle interne et des autres composantes du système de gouvernance. Son titulaire est la directrice des Opérations Audit Interne France.

Fonction Vérification de la conformité

La fonction Vérification de la Conformité a pour missions de :

- Conseiller le directeur général et le Conseil d'Administration sur toutes les questions relatives au respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives ;
- Evaluer l'impact possible de toute évolution de l'environnement juridique sur les opérations de l'entreprise ;
- Identifier et évaluer le risque de non-conformité associé ;
- Evaluer l'adéquation des mesures adoptées par les dirigeants pour prévenir tout manquement aux obligations réglementaires qui exposerait Covéa et ses entreprises à un risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, ou d'atteinte à la réputation.

Le titulaire de la fonction Vérification de la Conformité est le directeur de la Conformité et des Affaires Publiques et Réglementaires.

Fonction Gestion des Risques

La fonction Gestion des Risques a pour principales missions de :

- Procéder à l'évaluation interne des risques et de la solvabilité portant notamment sur :
 - Le besoin global de solvabilité ;
 - Le respect permanent des exigences de capital ;
 - L'écart entre le profil de risque et les hypothèses définies ;
- Identifier, évaluer et suivre l'ensemble des risques auxquels GMF Vie est exposée.

Le titulaire de la fonction Gestion des Risques est le directeur Contrôle des Risques.

Fonction Actuarielle

La fonction Actuarielle a pour missions de :

- Garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles et des hypothèses sous-jacents au calcul des provisions techniques ;
- Apprécier la qualité des données utilisées dans le cadre du provisionnement prudentiel ;
- Fournir un avis sur les politiques de souscription et de réassurance ;
- Etablir un rapport annuel reprenant le résultat des missions ci-dessus.

Le titulaire de la fonction Actuarielle est le directeur Actuariat Central Prudentiel Covéa.

Autorité, ressources et indépendance des fonctions clés

Les fonctions clés sont positionnées, hiérarchiquement, à haut niveau dans l'organisation Covéa. Elles sont placées directement ou indirectement sous l'autorité d'une direction générale du Groupe. Ce positionnement garantit leur indépendance, leur faculté de s'exprimer librement et de jouir d'un accès non restreint à l'information. Il leur permet, de plus, d'être associées au processus de prise de décision et de disposer des ressources, autorité et expertise nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Les fonctions clés participent aux réunions des instances dirigeantes, qu'elles informent des chantiers mis en œuvre dans le cadre de leurs missions et qui leur assurent l'accès à une information exhaustive sur les décisions stratégiques et les actions qui en découlent.

Les fonctions clés ont, en outre, un accès direct et permanent aux dirigeants effectifs ainsi qu'au Conseil d'Administration de l'entreprise. Elles interviennent, autant que nécessaire, auprès du Comité d'Audit et des Risques Covéa et rendent compte de manière régulière à ce dernier.

Enfin, les fonctions clés peuvent s'appuyer, dans l'exercice de leurs missions, sur des outils et ressources à leur disposition, parmi lesquelles :

- Des politiques Covéa, déclinées de façon cohérente au niveau de chaque entreprise d'assurance et de réassurance ;
- Un référentiel de processus commun et une base de données risques commune ;
- Des équipes de spécialistes dédiées dont les compétences sont mutualisées au sein du Groupe ;
- Des outils de production harmonisés permettant d'industrialiser les travaux pour le compte des sociétés du Groupe et ainsi, dans le même temps, de prendre en compte les spécificités de chaque entreprise pour assurer une supervision adaptée et complète.

Les fonctions clés de GMF Vie exercent également cette fonction pour d'autres sociétés du Groupe et/ou pour le Groupe lui-même, matérialisant la mutualisation des ressources et des compétences au sein de Covéa.

Cette organisation assure à chaque responsable de fonction clé l'indépendance requise pour exercer sa mission, les moyens humains et matériels nécessaires, la reconnaissance et l'accès libre aux différentes instances décisionnaires (dirigeants, Conseil d'Administration ou de Surveillance, Comité d'Audit et des Risques, Comité Exécutif).

B.1.3. Politique et pratiques de rémunération

Politique de rémunération

Applicable au groupe Covéa, à ses entreprises affiliées et aux entités sur lesquelles il exerce une influence dominante, la politique de rémunération encadre la détermination des éléments d'indemnisation et/ou de rémunération de l'ensemble des mandataires sociaux, dirigeants et salariés de GMF Vie.

Elle s'inscrit dans un objectif global de promotion d'une gestion des risques saine, prudente et efficace, n'encourageant pas une prise de risque excédant les limites de tolérance de l'entreprise. La politique de rémunération a également pour finalité :

- De favoriser des pratiques de rémunération individuelle permettant la reconnaissance de contributions significatives au développement des activités, sans créer de conflit d'intérêt, et dans la limite des prises de risque assumées ;
- De développer des pratiques de rémunération variable collective, applicables au niveau de l'entreprise et, en sus, au niveau de Covéa ;
- De garantir l'absence d'incitation à une prise de risque préjudiciable aux sociétaires/clients.

Elle pose ainsi des principes généraux et des critères associés et définit un processus de mise en place, de suivi et de contrôle du dispositif.

La politique de rémunération et son annexe, le code du comité des rémunérations, ont été approuvés par le Conseil d'Administration de GMF Vie.

Principes d'indemnisation des mandataires sociaux non dirigeants

Les sociétés du groupe Covéa, comme GMF Vie, peuvent attribuer des jetons de présence, des indemnités voire des rémunérations exceptionnelles ou des avantages en nature aux mandataires sociaux sous réserve que les textes le prévoient.

Le montant global et individuel versé tient compte de l'assiduité des membres du Conseil d'Administration et de leur participation éventuelle à des comités spécialisés, encouragée par le versement d'une indemnité supplémentaire.

Principes de rémunération des dirigeants

Le Directeur général peut bénéficier le cas échéant, d'un contrat de travail, soit auprès de l'entreprise dans laquelle il exerce son mandat de dirigeant, soit auprès d'une autre entreprise Covéa dans le cadre des mises à disposition de ressources internes au Groupe.

Le mandat de dirigeant peut être rémunéré par une partie fixe et par une partie variable individuelle lisible, n'excédant pas 20 % de la part fixe annuelle. Lorsque la partie variable est liée à des critères de performance, son montant total est apprécié sur la base d'une combinaison de critères incluant une évaluation de la performance individuelle et, à chaque fois que cela est possible, du service, voire de l'entreprise ou de la marque concernée. Les critères quantitatifs et qualitatifs d'attribution de rémunération variable individuelle sont précis et établis en début de période. Les critères quantitatifs, réexaminés régulièrement, doivent être simples, peu nombreux, objectifs, mesurables et adaptés à la stratégie d'entreprise.

Des éléments complémentaires de rémunération en nature peuvent être accordés pour répondre aux contraintes liées à l'exercice de la fonction.

Des régimes de retraite supplémentaire sont, par ailleurs, en place au sein du Groupe. Ils sont, le cas échéant, intégrés dans la détermination des rémunérations accordées. Pour les régimes relevant de « l'article 39 », le bénéficiaire doit être mandataire social ou salarié de l'entreprise lorsqu'il fait valoir ses droits à la retraite. Dans le cadre des contrats à prestations définies :

- Les bénéficiaires doivent satisfaire à des conditions raisonnables d'ancienneté ;
- L'augmentation des droits potentiels est limitée, chaque année, à un pourcentage raisonnable de la rémunération du bénéficiaire, correspondant aux dispositions communément admises ;

- La période de référence prise en compte pour le calcul des prestations doit être de plusieurs années.

Enfin, aucune option sur action ou action n'est distribuée aux dirigeants par l'entreprise en rémunération de leurs fonctions.

Principes de rémunération des autres salariés

La direction générale Ressources Humaines et Communication Interne du Groupe propose à la direction générale des critères de rémunération satisfaisants aux principes de la politique de rémunération :

- Cohérents, prenant en compte les salaires, les avantages sociaux (prévoyance, intéressement, participation...) et le cas échéant, les avantages en nature attachés à des missions spécifiques ou statuts particuliers (véhicule...);
- En phase avec la politique de prudence tant pour l'entreprise que pour ses clients;
- Incitatifs à la prise de responsabilités.

Les principes encadrant l'attribution d'une part fixe et d'une part variable de rémunération ainsi que les dispositions concernant les régimes de retraite supplémentaires, applicables aux dirigeants le sont également aux directeurs et cadres dirigeants, y compris ceux exerçant une fonction clé.

Concernant les responsables de fonctions clés spécifiquement, la détermination de la rémunération et de son évolution sont appréciés selon des critères indépendants de la performance des services opérationnels et de celle des domaines soumis à leur contrôle. La partie fixe doit représenter une proportion suffisamment importante de leur rémunération globale pour d'une part, éviter toute prise de risques par l'entreprise, d'autre part, préserver l'indépendance de la fonction. La partie variable individuelle de rémunération, accordée le cas échéant, ne peut être assise sur des critères identiques ou approchant de ceux appliqués à l'équipe dirigeante afin d'éviter tout conflit d'intérêt.

B.1.4. Transactions importantes

Avec des actionnaires

Compte tenu du modèle économique de Covéa, basé sur la coopération, le partage d'expériences et la mutualisation des moyens, différents types d'opérations et de transactions intra-groupe sont couramment réalisées dans le cadre normal de l'activité. Il s'agit par exemple de transactions financières (versement de dividendes, financement intra-groupe, etc.), de dispositifs de réassurance internes ou de transactions liées aux refacturations internes, à l'intégration fiscale et aux comptes courants. GMF Vie peut donc réaliser de telles transactions avec d'autres entités du groupe Covéa y compris avec les entités qui en sont actionnaires.

Avec des personnes morales exerçant une influence notable

Non applicable.

Avec des administrateurs ou dirigeants

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, les transactions qui ne porteraient pas sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales entre la société d'assurance et l'un de ses administrateurs ou dirigeants doivent être soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, et font l'objet le cas échéant d'une convention. En 2017, aucune transaction importante n'a été réalisée.

B.1.5. Adéquation du dispositif de gouvernance aux risques

Le système de gouvernance de GMF Vie, décrit au long du chapitre « B. Système de gouvernance » est en adéquation avec le profil de risque de l'entreprise, détaillé au chapitre « C. Profil de Risque ». L'existence de structures de gouvernance complémentaires au niveau du Groupe et au niveau de la société reflète le modèle économique de GMF Vie, adapté aux impératifs de son domaine d'activités (compétitivité, capacité d'innovation, solidité financière, conformité réglementaire, etc.).

GMF Vie est en effet engagée dans un processus de coopérations au sein du groupe Covéa, lui permettant de réaliser des économies d'échelle, de peser davantage dans les négociations avec les partenaires et prestataires, de mutualiser les investissements ou de partager les bonnes pratiques. La mise en commun des moyens et compétences, appliquée à certaines fonctions bénéficiant sensiblement de l'effet taille (fonctions support), permet en parallèle d'allouer des ressources et de concentrer des moyens au pilotage des activités et des risques propres à GMF Vie.

B.2. Exigences d'honorabilité et de compétence

Les exigences et les processus mis en œuvre en matière d'honorabilité et de compétence au sein de GMF Vie sont définis dans une politique dédiée. Etablie au niveau du Groupe, elle s'applique aux membres des Conseils d'Administration ou de Surveillance, aux directeurs généraux et aux titulaires des fonctions clés du Groupe, des entreprises affiliées et des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence dominante.

Les titulaires des fonctions visées par la politique doivent répondre à tout moment aux exigences d'honorabilité, de probité et de bonne santé financière définies. Ils doivent, en particulier, justifier de l'absence de condamnation définitive (criminelle, délictuelle, disciplinaire, administrative), de surendettement personnel ou de redressement judiciaire. La collecte et l'examen des pièces justifiant de l'honorabilité des responsables concernés est réalisée lors de leur prise de fonction puis, périodiquement, au cours de leur mandat.

La politique Honorabilité et Compétence encadre également les procédures visant à s'assurer que les titulaires des fonctions concernées disposent des connaissances, compétences, qualités et expériences professionnelles nécessaires et adaptées :

- Collectivement, aux caractéristiques de l'activité, à la nature, à la taille et à la complexité des risques de l'entreprise ;
- Individuellement, aux fonctions spécifiques qui leur sont confiées.

La collecte et l'examen des pièces justifiant des compétences individuelles est réalisée lors de la prise de fonction puis, périodiquement, au cours du mandat des responsables concernés. La société procède périodiquement à une évaluation du Conseil d'Administration afin d'apprécier son mode de fonctionnement et de s'assurer qu'il dispose collectivement des compétences nécessaires.

Le Groupe organise régulièrement des sessions de formation pour l'ensemble des administrateurs, destinées à développer leurs compétences ou à les familiariser avec les problématiques nouvelles pouvant impacter l'activité de Covéa et de ses entités.

- Le 27 janvier 2017, une session sur les thèmes de la « Gestion financière » et des « Principes et fondamentaux de la réassurance » a été proposée aux nouveaux membres des Conseils d'Administration.
- Les administrateurs ont également été conviés le 22 novembre 2017 à participer à la Journée des administrateurs et dirigeants de l'Association des Assureurs Mutualistes consacrée à la « Démocratie mutualiste à l'ère du digital ».

La politique en matière d'honorabilité et de compétences a été approuvée par le Conseil d'Administration de GMF Vie.

B.3. Système de gestion des risques

B.3.1. Organisation du dispositif de gestion des risques Covéa

Le dispositif de gestion des risques Covéa a pour missions de détecter, analyser, mesurer, gérer, surveiller et rapporter en permanence, avec anticipation, l'ensemble des risques auxquels les entités Groupe Covéa, telle GMF Vie, sont soumises.

A cet égard, le dispositif de gestion des risques :

- Couvre les risques inclus, partiellement inclus et non inclus dans le capital de solvabilité requis en norme Solvabilité II, aux techniques de réduction des risques ainsi qu'aux risques liés aux méthodes de valorisation du bilan prudentiel.
- Maintient une cartographie des risques par société et pour le Groupe, élaborée à partir d'une méthode, d'un référentiel de processus et d'une nomenclature des risques communs et harmonisés au sein du Groupe. La cartographie identifie dans l'entreprise les directions propriétaires des différents risques.
- S'appuie sur les processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité dits processus « ORSA⁴ ». Dans ce cadre, des reportings relatifs aux risques de chaque entreprise, à destination des instances de gouvernance, émanent du dispositif de gestion des risques, dont le Rapport ORSA annuel en particulier.
- Est encadré par une politique générale de gestion des risques ainsi que par des politiques détaillées de gestion des risques par domaine (souscription, provisionnement, réassurance, investissements, gestion actif-passif etc.). Ces politiques sont approuvées annuellement par le Conseil d'Administration.

Le dispositif de gestion des risques doit, de plus, garantir une déclinaison opérationnelle pertinente de la stratégie Covéa et de l'appétence au risque du Groupe, au niveau des sociétés sous son contrôle, en effectuant, notamment, une revue critique des plans d'activité. Il s'assure que les plans d'activité produits respectent le cadre général de l'appétence au risque du Groupe et que les risques inhérents à ces plans d'activité sont maîtrisables. Le dispositif de gestion des risques participe ainsi à sécuriser la prise de décision. Il s'appuie à cette fin sur les politiques détaillées de gestion des risques qui font le lien entre la stratégie et les responsabilités des directions métiers, et vérifie que les limites opérationnelles décrites sur chaque domaine considéré sont cohérentes avec l'appétence globale définie dans la stratégie du Groupe. Les études visant à faire évoluer le niveau et les limites de risque sont réalisées en s'assurant que les risques pris ne portent atteinte ni à la pérennité du Groupe et de ses entités, ni à la protection des assurés.

Le dispositif de gestion des risques s'attache à mobiliser les collaborateurs autour d'une vision commune des principaux risques et à les sensibiliser aux risques inhérents à leur activité. La diffusion de communications internes variées au sein du Groupe et des entreprises Covéa et l'animation de formations dédiées à la gestion des risques entrent dans son périmètre de compétences.

La mise en œuvre globale du dispositif de gestion des risques est confiée, au sein de la direction générale Investissements et Contrôle des Risques Covéa, à la direction Contrôle des Risques. Son responsable est également le titulaire de la fonction clé gestion des risques.

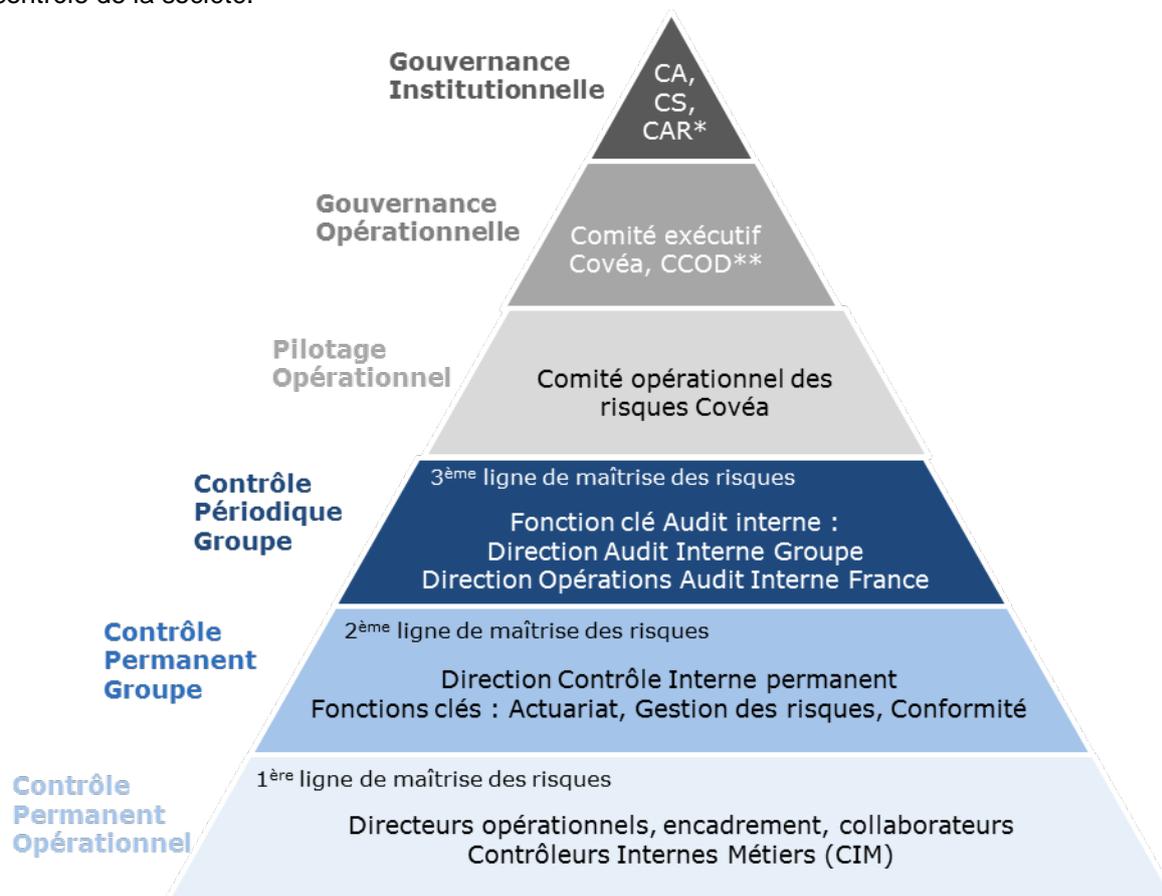
D'autres acteurs contribuent également au dispositif de gestion des risques :

- La direction Pilotage, Performance et Participations est en charge du déploiement du processus stratégique budgétaire et financier en lien avec la stratégie Covéa ;
- La direction du Contrôle Interne Permanent supervise le suivi et la maîtrise des risques opérationnels ; elle participe à l'élaboration de la cartographie des risques ;
- La direction générale Comptes et Communication Financière, qui regroupe les directions comptables et pilote le processus de notation Groupe ;

⁴ ORSA : Own Risk and Solvency Assessment - Evaluation interne des risques et de la solvabilité

- Les autres fonctions clés du Groupe sont également des acteurs du dispositif de gestion des risques Covéa, impliqués dans le contrôle périodique (i.e. Audit Interne Groupe et France) et permanent (i.e. Conformité, Actuariat) Groupe ;
- Plus largement, l'ensemble des directions métiers et des collaborateurs participe à la maîtrise des risques.

La gouvernance du dispositif de gestion des risques Covéa s'inscrit dans le dispositif global de contrôle de la société.



* Conseil d'Administration, Conseil de Surveillance, Comité d'Audit et des Risques

** Comité de Coordination Opérationnel et de Développement

Figure 3 : Dispositif global de contrôle

Le Groupe Covéa exerce la primauté stratégique sur les sociétés opérationnelles. Le Conseil d'Administration de Covéa approuve ainsi les orientations stratégiques, déclinées par marque et par marché ainsi que le cadre général d'appétence aux risques associé aux orientations.

Le Comité d'Audit et des Risques Covéa examine l'identification des risques et les scénarios de stress réalisés ; il analyse le rapport ORSA avant son passage en Conseil.

Au niveau de la direction générale, le Comité Exécutif participe à l'identification des risques et des scénarios de stress à retenir, valide les actions de gestion, de prévention, de suivi et de correction ainsi que le déclenchement d'un exercice ORSA exceptionnel, le cas échéant.

Le Comité Opérationnel des Risques est l'instance décisionnelle ayant autorité sur les questions opérationnelles relatives aux travaux ORSA, à l'élaboration des cartographies des risques des entreprises Covéa et du Groupe, aux travaux du contrôle interne (plans de contrôle, résultats des contrôles clés, examen des principaux incidents, cotation des risques sociétés, suivi des plans d'actions, alertes ...), et aux activités de la direction de la Conformité. Il constitue par ailleurs un organe de partage des travaux menés par la direction de l'Audit Interne.

B.3.2. Détails des processus relatifs à l'ORSA

L'ORSA est un processus majeur du dispositif de gestion des risques, encadré par la politique ORSA Covéa, approuvée par les Conseils d'Administration de GMF Vie et de Covéa. Il constitue un outil opérationnel central permettant d'identifier, d'analyser, de mesurer, de gérer, de surveiller et de rapporter les risques auxquels le Groupe Covéa et ses entités sont soumis. Sa mise en œuvre met en jeu quatre processus principaux.

Les travaux sur la solvabilité propre de chaque entreprise consistent, d'abord, à identifier et à évaluer, sur la base des calculs effectués dans le cadre du pilier 1 de la Directive Solvabilité II notamment, l'ensemble des risques bruts auxquels l'entreprise est exposée. Les écarts notables entre le profil de risque ainsi établi et le capital de solvabilité requis, obtenu en application de la formule standard, sont analysés. Le chapitre « C. Profil de risque » du présent document détaille ce processus.

Le besoin global de solvabilité (solvabilité prospective), c'est-à-dire la projection de la solvabilité propre, en continuité d'exploitation, sur l'horizon du business plan, constitue un second processus relevant de l'ORSA. Dans ce cadre, un scénario central est établi ; il intègre les ambitions stratégiques et est aligné sur les politiques de gestion des risques et du capital. Des scénarios de stress sont également exploités pour vérifier la robustesse de la solvabilité dans des conditions adverses. Aux scénarios de stress sont associés des procédures de pilotage des risques, des décisions de gestion à appliquer en situations extrêmes ainsi que des mesures de prévention ou de réduction des risques. L'évaluation du besoin global de solvabilité permet d'établir le besoin éventuel de fonds propres sur l'horizon de gestion et d'en optimiser la gestion.

Le cadre quantitatif de surveillance des risques est le troisième processus associé à l'ORSA. Sa mission consiste à garantir la conformité permanente de la solvabilité avec le cadre d'appétence aux risques d'une part et les exigences prudentielles de couverture (du capital de solvabilité requis, du minimum de capital requis ...) d'autre part. A cette fin, le dispositif mis en œuvre est proportionné à la nature, à la taille et à la complexité des risques de l'entreprise, à la volatilité de ses fonds propres, à son niveau de solvabilité à la dernière date de référence ainsi qu'au cadre d'appétence et aux limites de risques qui lui sont fixées. Des zones de confort, par rapport aux indicateurs impactant l'entreprise, sont ainsi établies sur la base d'analyses de sensibilité instantanée.

Avec le processus de surveillance continue, les indicateurs de suivi permettent enfin d'estimer si la solvabilité se situe dans les zones de confort définies précédemment. En cas d'alerte, l'entreprise a recours à un ensemble d'actions proportionnées, complémentaires aux tâches de gestion quotidienne ou en rupture, pouvant conduire, suivant la procédure d'escalade, à la réalisation d'un ORSA exceptionnel en cas de changement notable du profil de risque. Le processus de surveillance continue permet enfin d'évaluer la déformation du profil de risque d'un exercice à l'autre.

Ainsi mis en œuvre, l'ORSA permet l'implémentation concrète du dispositif de gestion des risques dans :

- Le fonctionnement opérationnel de l'entreprise en intégrant, en fédérant et en harmonisant les contributions de toutes les directions métiers ;
- Le pilotage stratégique en anticipant les impacts de situations inattendues mais possibles et sur les actions de gestion à mettre en place ;
- La réflexion sur l'allocation des fonds propres au sein du Groupe

Les résultats des analyses qui émanent du processus ORSA sont présentés annuellement au moins, dans un rapport dédié, établi pour chaque société d'assurance et de réassurance du Groupe, dont GMF Vie, et pour le Groupe lui-même. Ce rapport ORSA est soumis à la validation du Conseil d'Administration ou Conseil de Surveillance de l'entité concernée et remis à l'ACPR.

B.4. Système de contrôle interne

B.4.1. Le système de conformité

Mise en œuvre de la fonction vérification de la conformité

La fonction Vérification de la Conformité de GMF Vie est incarnée et mise en œuvre par le directeur de la Conformité et des Affaires Publiques et Réglementaires Covéa. Celui-ci anime et encadre le dispositif de conformité et rend compte de ses activités au Comité d'Audit et des Risques Covéa.

La fonction Vérification de la Conformité qu'il incarne a pour missions :

- De conseiller le directeur général et le Conseil d'Administration sur toutes les questions relatives au respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives ;
- D'évaluer l'impact possible de toute évolution de l'environnement juridique sur les opérations de l'entreprise ;
- D'identifier et évaluer le risque de conformité associé ;
- D'évaluer l'adéquation des mesures adoptées par les dirigeants pour prévenir tout manquement aux obligations réglementaires qui exposerait Covéa et ses entreprises à un risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, ou d'atteinte à la réputation.

Pour mener à bien ces missions, le système de conformité s'appuie sur un dispositif de veille permettant d'anticiper et d'analyser les évolutions réglementaires, d'en mesurer les impacts sur les activités exercées au sein du Groupe et de s'assurer de leur implémentation opérationnelle. Il dispose également d'un référentiel des principales obligations légales et réglementaires applicables aux entreprises d'assurance et de réassurance.

Par ailleurs, le système de conformité assure un rôle de conseil et d'accompagnement auprès des directions générales des sociétés qui composent le groupe Covéa. Chaque direction générale est, en effet, responsable de la conformité des activités de son entreprise devant le Conseil d'Administration ou de Surveillance et devant l'ACPR. A ce titre, chacune est tenue de mettre en œuvre les moyens et l'organisation nécessaires au respect des règles qui régissent ses activités.

La direction de la Conformité, des Affaires Publiques et Réglementaires et la direction Contrôle Interne Permanent établissent, conjointement chaque année un plan de vérification de la conformité constitué de contrôles thématiques approfondis (de fréquence quinquennale au moins) et de contrôles permanents annuels.

La direction Contrôle Interne Permanent Covéa, indépendante des activités opérationnelles, est en charge de la réalisation des contrôles de conformité ainsi programmés.

Les conclusions de ces contrôles (i.e. résultats et actions de mise en conformité) font l'objet d'une présentation au Comité d'Audit et des Risques Covéa.

La méthodologie et les outils de gestion des risques opérationnels Covéa sont déployés afin de collecter les incidents et de cartographier le risque de non-conformité. Le directeur en charge de la fonction Vérification de la Conformité bénéficie d'un accès non restreint à ces informations.

B.4.2. Le Dispositif de contrôle interne

B.4.2.1. Objectifs et missions du dispositif de contrôle interne

Le système de contrôle interne est une composante du système global de gestion des risques⁵ s'attachant à l'identification, à l'évaluation et au pilotage des risques opérationnels.

Le Conseil d'Administration de Covéa ainsi que les Conseils d'Administration ou de Surveillance des entreprises du Groupe ont approuvé la révision de la politique de contrôle interne. Celle-ci s'appuie sur le référentiel de place COSO⁶ adopté par Covéa, et décrit les ambitions, les principes d'organisation et le fonctionnement des activités de contrôle interne au sein du Groupe.

Les objectifs du dispositif de contrôle interne Covéa sont, dans ce cadre, d'assurer :

- La conformité aux lois et règlements auxquels la société est soumise ;
- L'application des instructions et des orientations fixées par la direction générale ;
- Le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs (corporels ou incorporels comme le savoir-faire ou la réputation) ;
- La fiabilité des informations financières à travers notamment la séparation des tâches, l'identification de l'origine de l'information, la conformité aux principes comptables, etc.

D'une façon générale, le dispositif de contrôle interne de l'entreprise concourt à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Pour remplir ces objectifs, le dispositif de contrôle interne assume différentes responsabilités :

- Définir le cadre de référence du contrôle interne, le faire évoluer et piloter sa mise en œuvre ;
- Former et sensibiliser les collaborateurs et dirigeants du Groupe à la culture du contrôle interne permettant de s'assurer que tous les collaborateurs ont connaissance de leur rôle dans le dispositif de contrôle interne ;
- Evaluer les risques opérationnels, puis contribuer à l'analyse des incidents et des dispositifs de maîtrise associés ;
 - La gestion des incidents est un processus qui a deux finalités : améliorer l'efficacité des dispositifs de maîtrise des risques d'une part ; contribuer à la quantification des risques opérationnels, au niveau de l'entité notamment, d'autre part.
 - La collecte des incidents s'appuie sur une charte et un processus qui ont été validés par le Comité Exécutif, ainsi que sur un outil qui permet de rattacher les incidents aux risques concernés.
 - Ce processus intervient dans l'évaluation de l'efficacité des dispositifs de maîtrise des risques et permet de mettre en œuvre des plans d'actions pour éviter la survenance et limiter les impacts de ces incidents.
 - Il repose sur l'analyse, par le contrôleur interne de chaque entité, des dysfonctionnements des processus métier signalés par les collaborateurs. Après instruction des dysfonctionnements qu'il juge significatifs, le contrôleur interne métier les propose pour arbitrage en incidents au directeur de l'entité métier.
- Contrôler la bonne exécution du dispositif de contrôle interne ;
- Informer les instances de gouvernance des sujets relatifs au contrôle interne et les alerter sur les zones à risque, si nécessaire.

Le dispositif de contrôle interne est doté d'un mode d'organisation garantissant son indépendance et lui permettant de remplir efficacement ses missions.

⁵ Cf. Figure 3 : Dispositif global de contrôle

⁶ COSO est l'acronyme de Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, une commission qui établit une définition standard du contrôle interne et crée un cadre pour évaluer son efficacité

B.4.2.2. Organisation du dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne du Groupe est confié à la direction du Contrôle Interne Permanent Covéa rattachée à la direction du Contrôle des Risques.

Le dispositif de contrôle interne s'applique à Covéa, société de groupe d'assurance mutuelle, à ses entreprises affiliées et à l'ensemble des sociétés d'assurance et de réassurance, françaises et étrangères, contrôlées majoritairement par le Groupe Covéa ; des adaptations peuvent y être apportées par ces entreprises lorsque leur organisation, leur localisation ou leur activité le justifie.

La direction Contrôle Interne Permanent Groupe assure, en liaison avec les directions concernées de Covéa, un rôle de pilotage, de coordination, d'animation et de suivi au sein du Groupe, impliquant en particulier :

- La diffusion de normes, de formats de communication d'information, de guides opératoires et d'outils ;
- L'assistance aux entités du Groupe dans la mise en œuvre de dispositifs de contrôle interne adéquats ;
- La centralisation, l'exploitation et le contrôle des informations transmises par les entreprises ;
- L'élaboration de cartographies des risques dans les entités du Groupe et le scoring des risques majeurs associés.

Le Comité Exécutif Covéa est en charge de la définition des orientations stratégiques en matière de contrôle interne et de vérification de la conformité. Il est tenu informé du degré de maîtrise des activités des entités du Groupe. Il veille à l'existence et à la pertinence du dispositif de contrôle interne. Il valide, au plan opérationnel, la politique de Contrôle Interne Covéa, avant son approbation par le Conseil d'Administration Covéa et des Conseils d'Administration ou de Surveillance des sociétés concernées.

Le Comité d'Audit et des Risques Covéa, dans le cadre de sa mission de suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, contrôle le respect de la politique et rend compte au Conseil d'Administration Covéa.

B.5. Fonction Audit interne

B.5.1. Objectifs et missions de la fonction audit interne

La fonction audit interne de la société GMF Vie a pour finalité de procurer au Conseil d'Administration et aux dirigeants de la société, une assurance raisonnable quant à la conformité et à la maîtrise des opérations en évaluant périodiquement l'adéquation des dispositifs de gouvernance, de contrôle interne et de gestion des risques en vigueur, en émettant des recommandations pour remédier aux éventuelles insuffisances détectées et en effectuant le suivi de leur mise en œuvre.

Par son action, la fonction audit interne contribue à l'amélioration de la maîtrise des risques et des performances de l'organisation.

Les missions de la fonction audit interne sont les suivantes :

- Elaborer et actualiser régulièrement le plan d'audit pluriannuel fondé notamment sur l'analyse des risques et couvrant les principales activités de la société ;
- Réaliser les missions d'audit inscrites au plan pluriannuel, ainsi que les missions non programmées confiées par la direction générale ;
- S'assurer de la mise en œuvre des recommandations formulées dans les rapports d'audit interne ;
- Rendre compte régulièrement des travaux d'audit interne à la direction générale et au Comité d'Audit et des Risques Covéa.

B.5.2. Organisation et périmètre de la fonction audit interne

La fonction d'audit interne exerce le contrôle périodique (3^{ème} ligne de maîtrise). Dans le dispositif global de contrôle⁷ interne, elle s'assure, notamment, de l'adéquation et de l'efficacité des deux premières lignes de maîtrise formant le contrôle interne permanent.

Le périmètre d'intervention de la fonction audit interne s'étend à l'ensemble des activités et entités sur lesquelles la société exerce un contrôle, en priorité sur les activités d'assurance ou qui lui sont connexes. La fonction audit interne de la société peut également être amenée à effectuer des missions sur des filiales détenues conjointement avec un partenaire ou sur des participations minoritaires avec l'accord des autres actionnaires.

B.5.3. Indépendance et compétence de la fonction audit interne

La fonction audit interne de la société est une activité de contrôle indépendante et objective, exclusive de toute fonction opérationnelle, placée sous l'autorité directe de la Présidence-Direction Générale du groupe Covéa. Elle a un accès direct et permanent aux dirigeants et au Conseil d'Administration de la société.

Dans le cadre de leur mission, les auditeurs internes sont soumis aux principes déontologiques et règles de conduite émanant du code de Déontologie de l'IFACI (Institut Français de l'Audit et du Contrôle internes) : intégrité, objectivité, confidentialité, compétence.

Les auditeurs internes ont une formation initiale supérieure et/ou un parcours professionnel qui leur ont permis d'acquérir des compétences techniques variées et de développer les qualités personnelles nécessaires à l'exercice de leur fonction. L'efficacité et l'équilibre de l'équipe résident dans la complémentarité des compétences, la diversité des recrutements et l'importance de la formation permanente.

Les auditeurs sont membres de l'IFACI et bénéficient d'un parcours d'intégration. Ils suivent régulièrement des formations ad hoc pour garantir leur compétence sur les sujets traités. En outre, la fonction audit interne promeut les certifications individuelles des auditeurs.

Par ailleurs, en complément de ses ressources, la fonction audit interne peut faire appel, selon ses besoins (expertise technique requise, ressources à compléter, besoin d'une vision marché...), à de la prestation externe qui demeure sous sa responsabilité et sous son pilotage.

⁷ Cf. Figure 3 : Dispositif global de contrôle

B.5.4. Mise en œuvre de la fonction audit interne

Les activités de la fonction audit interne sont menées dans le respect du cadre de référence de l'audit interne Covéa (politique, charte, mémento de l'audit et manuel d'audit interne).

Les missions réalisées sont issues du plan d'audit examiné et validé par le Comité d'Audit et des Risques Covéa couvrant GMF Vie, ainsi que des demandes prioritaires éventuelles émanant de ce même comité ou de la direction générale. La couverture d'audit est pilotée selon un axe opérationnel, pour obtenir une vision par activité et s'assurer que les enjeux prioritaires de la société sont correctement appréhendés sur un cycle d'audit glissant de 5 ans au maximum.

La fonction audit interne met en œuvre une démarche proportionnée aux enjeux et fondée sur les risques. Les missions réalisées sont de deux natures : audit de la société ou de ses activités. L'audit de la société a pour but d'évaluer la situation stratégique, économique et financière, les dispositifs de gouvernance, de contrôle interne et de gestion des risques. L'audit d'activité (y compris activité sous-traitée) évalue la conformité et la maîtrise d'un ou plusieurs processus spécifiques et des dispositifs de contrôle interne associés.

La fonction audit interne de GMF Vie est mise en œuvre par les équipes dédiées de la direction Opérations Audit Interne France.

La direction Audit Interne Groupe supervise fonctionnellement la fonction audit interne de la société. Elle s'assure de sa correcte mise en œuvre à travers, principalement :

- L'application de la politique d'audit interne du Groupe et du respect du cadre de référence méthodologique défini par le Groupe ;
- L'examen annuel du plan d'audit de la société ;
- La communication appropriée des travaux et résultats d'audit auprès des instances de gouvernance.

Le responsable de la fonction clé audit interne rend compte régulièrement des travaux et du niveau global de maîtrise des opérations à la direction générale et au Comité d'Audit et des Risques Covéa. Par ailleurs, chaque mission finalisée fait l'objet d'une synthèse (objectifs, chiffres clés, conclusions et recommandations majeures) diffusée aux membres du Comité Exécutif du groupe Covéa. Ce dernier est également destinataire du tableau de bord trimestriel d'activité de l'audit interne qui trace l'avancement du plan d'audit et l'évolution de la mise en œuvre des recommandations.

Une évaluation externe indépendante et régulière de la fonction est réalisée dans le cadre de la certification délivrée par IFACI Certification. Ce label atteste de la conformité aux exigences du Référentiel Professionnel d'Audit Interne (*RPAI*). Il constitue pour l'ensemble des parties prenantes un gage quant à la qualité des prestations fournies et du fonctionnement des activités d'audit interne. La dernière certification IFACI, valable 3 ans, a été délivrée en novembre 2015 puis confirmée en 2016 et en 2017 à la suite des revues annuelles. En complément, la fonction audit interne s'est dotée d'un Programme d'Assurance et d'Amélioration de la Qualité (*PAAQ*).

B.6. Fonction Actuarielle

B.6.1. Objectifs et missions de la fonction actuarielle

La fonction Actuarielle a pour missions de garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles et des hypothèses sous-jacents au calcul des provisions techniques. Elle apprécie également la qualité des données utilisées dans le cadre du provisionnement prudentiel. La fonction Actuarielle établit un rapport dans lequel elle présente ses conclusions sur l'évaluation des provisions techniques et porte un avis sur les politiques de souscription et de réassurance. Ce rapport annuel est adressé au Comité Exécutif Covéa et au Conseil d'Administration ou de Surveillance de l'entité concernée.

L'ensemble des travaux de la fonction Actuarielle participe au renforcement du système de gestion des risques, en améliorant la connaissance et le pilotage des risques sous-jacents à l'activité.

La fonction Actuarielle est l'une des composantes du dispositif global de contrôle⁸ de la société. Elle participe, avec la direction du Contrôle Interne Permanent et les fonctions Vérification de la Conformité et Gestion des risques, à la seconde ligne de maîtrise du dispositif : le contrôle permanent Groupe.

B.6.2. Organisation et périmètre de la fonction actuarielle

La fonction actuarielle Covéa est mise en œuvre par la direction Actuariat Central Prudentiel Covéa pour le Groupe ainsi que pour certaines des entreprises françaises qui le composent, dont GMF Vie.

Au sein de la filière vie, les activités sont séparées en périmètres distincts confiés à des responsables indépendants :

- La direction Assurance Vie est responsable de la détermination des provisions techniques en normes françaises et de la définition de la politique de résultat.
- La direction des Placements et de l'Actif-Passif a la charge des calculs, en normes Solvabilité II, des provisions en meilleure estimation, de la marge pour risque, du capital de solvabilité requis au titre du risque de souscription en vie et du capital de solvabilité requis au titre du risque de marché.
- Le pôle Fonction actuarielle de la direction Actuariat Central Prudentiel Covéa se charge de la construction des rapports actuariels du Groupe et des entreprises du Groupe intégrées au périmètre de la fonction clé Actuariat Covéa. Ce pôle d'expertise ne participe pas directement aux travaux de provisionnement. Il anime le dispositif de revue et reporte directement au responsable de la fonction Actuarielle en lui fournissant toutes les informations nécessaires à la réalisation de ses missions.

Une telle organisation permet de garantir l'indépendance du calcul des provisions prudentielles et de leur supervision par la fonction actuarielle.

⁸ Cf. Figure 3: Dispositif global de contrôle

B.6.3. Mise en œuvre de la fonction actuarielle

Les travaux de la fonction actuarielle sont réalisés tout au long de l'exercice autour de grands thèmes :

- La revue des provisions techniques ;
- La revue de la qualité des données utilisées pour leur calcul des provisions techniques ;
- La revue de la politique de souscription et de sa mise en œuvre ;
- La revue de la politique de réassurance, au regard des programmes de réassurance effectifs.

Les conclusions de ces revues sont formalisées dans le rapport de la fonction actuarielle, rédigé annuellement.

Pour mener à bien ses missions, la fonction actuarielle s'appuie sur le dispositif global de contrôle⁹ de l'entreprise. Ainsi, les résultats et recommandations du système de contrôle interne permanent et de la fonction audit interne, en lien avec l'appréciation de la qualité des processus de provisionnement, la qualité des données, la souscription et la réassurance, permettent à la fonction Actuarielle d'identifier des thématiques prioritaires devant être approfondies au cours de l'exercice. La coordination des fonctions clés, réalisée notamment grâce au Comité Opérationnel des Risques, permet également d'orienter les travaux de la fonction Actuarielle sur la base d'une connaissance partagée des enjeux et risques matériels identifiés pour GMF Vie.

B.7. Sous-traitance

Politique

L'organisation de Covéa repose sur le développement de pôles de compétences communs aux sociétés du Groupe. Dans le cadre de la mutualisation des moyens, certaines activités de GMF Vie sont sous-traitées en interne, aux directions Covéa ou à d'autres entités du Groupe. Par ailleurs, de façon ciblée et justifiée, certaines activités peuvent être sous-traitées à l'extérieur du Groupe.

La politique de sous-traitance du Groupe, adoptée par le Conseil d'Administration de GMF Vie encadre ces activités. Elle fixe ainsi un cadre général de fonctionnement applicable à la fois à la sous-traitance interne et externe. Les principes et règles qu'elle instaure visent à garantir la conformité des activités sous-traitées aux réglementations applicables et leur maîtrise par les dirigeants de l'entreprise.

A cette fin, des principes concernant le choix des prestataires et les modalités de contractualisation sont fixés par la politique.

Choix des prestataires et modalités de contractualisation

Un examen approfondi est requis en amont de tout engagement contractuel et de la réalisation des prestations. Il porte sur la vérification des aptitudes, capacités et agréments légaux, le cas échéant, des entreprises candidates, ainsi que sur l'absence de conflit d'intérêts, manifeste ou potentiel, et sur les mesures prises pour s'en prémunir.

Le contrat de sous-traitance est un accord écrit qui définit clairement les droits et obligations respectifs de l'entreprise cliente et du prestataire de services. Il doit être en conformité avec les lois et règlements applicables, en particulier concernant la protection des données à caractère personnel. Le prestataire de services, soumis à ces dispositions, doit garantir la sécurité et la confidentialité des informations ayant trait à l'entreprise bénéficiant de ses services.

Une activité importante ou critique est une activité relative au « cœur de métier assurance » et dont l'interruption éventuelle aurait un impact significatif sur l'entité. La politique de sous-traitance impose une liste de clauses à inclure, de façon obligatoire, aux contrats et conventions de sous-traitance d'activités qualifiées d'importantes ou critiques. Elles incluent, notamment, des exigences en matière d'auditabilité, de plan de continuité et de plan de reprise d'activité.

⁹ Cf. Figure 3: Dispositif global de contrôle

Concernant les sous-traitants externes, la politique de sous-traitance et la politique des achats Covéa édictent des exigences relatives :

- Au niveau de dépendance économique du prestataire : le chiffre d'affaires de ce dernier doit être suffisamment diversifié pour que sa survie ne soit pas menacée par la perte d'un client majeur ;
- A la solidité financière, à l'indépendance et à la réputation du prestataire ;
- A la transmission par le prestataire de la documentation attestant de sa conformité aux lois et règlements applicables.

Concernant la sous-traitance interne au Groupe, un contrat (par exemple un mandat de gestion, une convention de distribution, etc.) est établi lorsqu'une société Covéa confie des activités à une autre société Covéa ; une convention est établie entre la SGAM et chaque société du Groupe sous-traitant des activités, importantes ou critiques, à une direction Covéa.

De telles conventions précisent les conditions dans lesquelles les activités déléguées sont organisées et pilotées afin :

- D'être exécutées grâce aux moyens mis à disposition par les sociétés ou les directions du Groupe ;
- D'être contrôlées par le dispositif de Contrôle Interne Permanent Covéa et par les quatre fonctions clés Covéa, conformément aux politiques ou procédures documentées.

Pilotage et contrôle

La mise en œuvre de la politique de sous-traitance est pilotée par le comité opérationnel sous-traitance Covéa. Son application est contrôlée à plusieurs niveaux par le dispositif global de contrôle Covéa :

- Un contrôle permanent est assuré par les outils de pilotage des directions opérationnelles en charge des fonctions sous-traitées, par la direction du contrôle interne permanent et par les fonctions clés Conformité, Actuariat, Gestion des Risques ;
- Un contrôle périodique est mis en œuvre par la fonction Audit Interne Covéa.

Activités sous traitées

GMF Vie sous-traite des activités et fonctions opérationnelles importantes ou critiques, à l'intérieur du Groupe, conformément au modèle économique de Covéa, et à l'extérieur du Groupe, de façon ciblée, lorsqu'une entreprise tierce est à même de réaliser une activité de façon plus performante et plus efficace que ne saurait le faire une société du Groupe.

A titre d'exemple, les activités sous-traitées en interne concernent la gestion de portefeuille, la gestion de patrimoine immobilier, la gestion des risques, la gestion des systèmes d'information, etc.

Les activités sous-traitées en externe sont réalisées en France.

B.8. Autres informations

Aucune autre information importante concernant le système de gouvernance n'est à noter.

C. Profil de risque

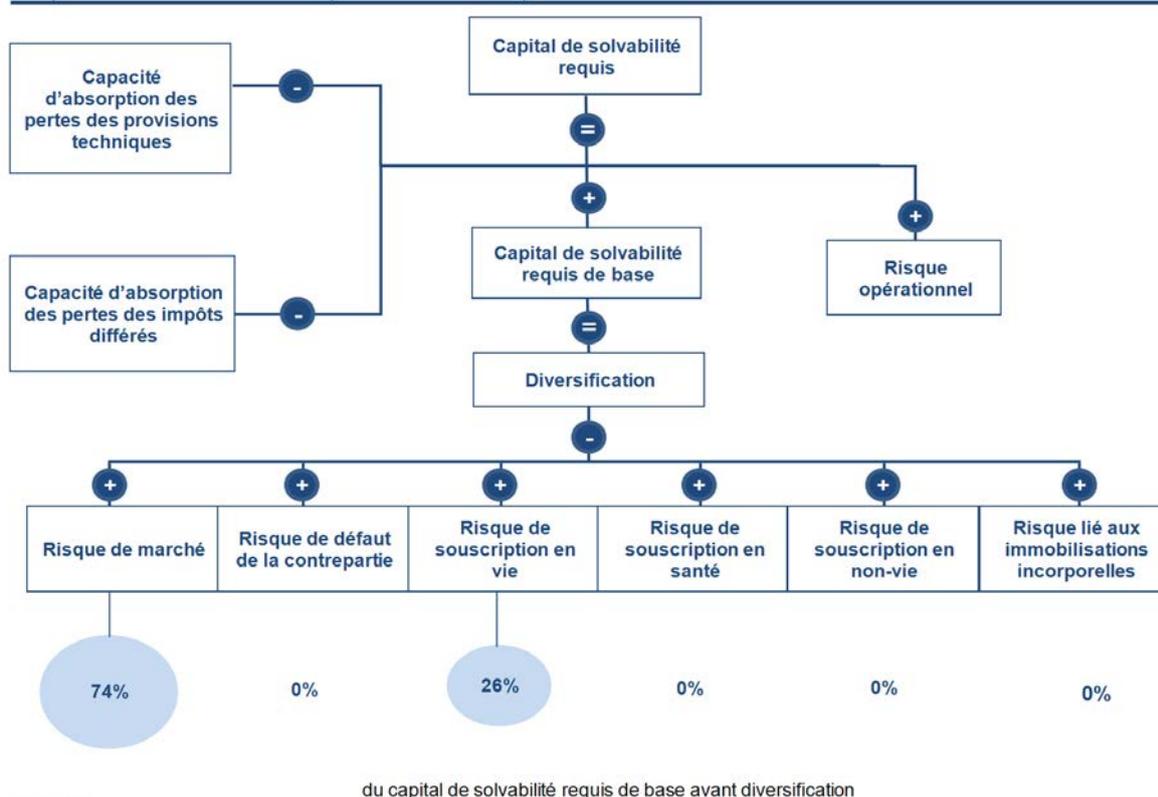
En tant qu'entreprise d'assurance, le métier de GMF Vie consiste, par nature, à créer de la valeur en gérant des risques, inhérents pour l'essentiel à son activité. Les risques auxquels l'entreprise est exposée sont gérés et suivis dans le respect du cadre d'appétence associé à la mise en œuvre des orientations stratégiques. Ce cadre est fixé par la direction générale et approuvé par le Conseil d'Administration.

Le portefeuille d'engagements d'assurance et le portefeuille d'actifs financiers, l'organisation et l'environnement économique, réglementaire et financier de GMF Vie sont autant de sources de risques, analysés et suivis de manière permanente dans le cadre des dispositifs de gestion des risques et de contrôle mis en œuvre au sein de la société.

Les risques de GMF Vie sont quantifiés à partir des calculs de capital de solvabilité requis réalisés sur la base de la formule standard, selon une méthodologie et des paramètres encadrés par la réglementation pour refléter le profil de risque de la plupart des entreprises d'assurance et de réassurance du marché européen. Les analyses menées par la direction Contrôle des Risques Covéa montrent que la formule standard est globalement adaptée au profil de risque de GMF Vie

Le profil de risque de GMF Vie inclut par ailleurs des risques non capturés par la formule standard, suivis et gérés dans le cadre du dispositif global de contrôle.

Risque entrant dans le calcul du capital de solvabilité requis



Autres risques

Risque de liquidité	Risques de défaut de pays souverains	Risques législatifs et réglementaires	Risques stratégiques	Risques de réputation	Risques émergents
---------------------	--------------------------------------	---------------------------------------	----------------------	-----------------------	-------------------

Figure 4 : Profil de risque au 31.12.2017

C.1. Risque de souscription

Les activités exercées par GMF Vie, décrites au chapitre A, l'exposent à des risques d'assurance liés au provisionnement de ses engagements.

Expositions et mesures du risque de souscription vie

Le risque de souscription en assurance vie résulte de l'incertitude liée à l'évaluation des engagements d'assurance vie, pouvant provenir des hypothèses retenues quant à l'état de santé et au comportement des assurés ainsi qu'à la survenance de catastrophes.

En contrepartie des primes perçues et à percevoir, GMF Vie constitue en effet des réserves dont le niveau doit garantir le versement des prestations. Elle s'appuie, aux fins d'évaluation de ses engagements, sur un jeu d'hypothèses quant à l'évolution des flux futurs (incluant notamment les primes, les prestations et les frais). Toute déviation observée a posteriori par rapport aux hypothèses de modélisation des engagements est à la source du risque de souscription : dégradation de la collecte nette, érosion du portefeuille, sélection adverse, survenance d'une catastrophe, etc.

Les expositions de GMF Vie aux risques de souscription figurent dans l'annexe quantitative du présent document, en tableau S.05.01.02 « Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité » et S.12.01.02 « Provisions techniques vie et santé SLT ».

Les risques associés à ces expositions sont mesurés en exploitant la formule standard, selon une approche modulaire : le risque de souscription en vie est obtenu en agrégeant les sous-modules de risques qui le composent.

- Rachat

Le risque de cessation, ou risque de rachat, résulte de l'incertitude liée à la modélisation du comportement des assurés et des cédantes le cas échéant. Ces derniers bénéficient, en effet, de la faculté de résilier, limiter ou suspendre, totalement ou partiellement leurs garanties d'assurance (options de cessations), ou encore, au contraire, de renouveler, étendre ou reprendre, totalement ou partiellement ces dernières (options de continuité).

- Frais

Le risque de frais résulte de l'incertitude liée aux hypothèses concernant le niveau des frais de gestion des contrats et de l'inflation dans le temps (sous-estimation), utilisées aux fins de modélisation des engagements.

- Mortalité

Le risque de mortalité, ou risque de sous-estimation de la mortalité des assurés, résulte de l'incertitude liée aux hypothèses de taux de mortalité utilisées aux fins de modélisation des provisions techniques.

- Longévité

Le risque de longévité, ou risque de surestimation de la mortalité des assurés, résulte de l'incertitude liée aux hypothèses de taux de mortalité utilisées aux fins de modélisation des provisions techniques.

- Catastrophe

Le risque de catastrophe résulte de l'incertitude liée à la survenance d'événements extrêmes et exceptionnels, ayant une influence sur la mortalité des assurés.

Le risque de souscription lié à l'activité d'assurance vie représente 26% du capital de solvabilité requis de base avant diversification. Il résulte essentiellement des risques de frais et de rachat.

Concentration

Les contrats commercialisés par GMF Vie sont souscrits auprès d'un portefeuille diversifié de particuliers.

Atténuation

La gamme de contrats proposés par GMF Vie n'inclut aucun produit complexe. Elle est composée de contrats en unités de compte traditionnels et de contrats en euros dont les clauses de participation aux bénéfices, ainsi que les planchers et garanties de taux sont établis dans une logique de réduction du risque.

L'analyse de la rentabilité des produits ainsi que la gestion du poids respectif des contrats d'épargne en unités de comptes, des contrats d'épargne en euros et des contrats de prévoyance au sein du portefeuille de GMF Vie constituent également des leviers d'atténuation des risques.

Les techniques de gestion actif-passif déployées garantissent, l'adéquation entre les caractéristiques des passifs de GMF Vie (échancier des passifs, objectifs de rémunération des assurés...) et son portefeuille d'actifs. Elles se basent notamment sur des simulations du comportement des passifs dans différents scénarios d'évolution des marchés financiers. Elles permettent de définir une stratégie d'investissement adaptée, en matière de gestion obligataire notamment, permettant d'atténuer les risques de GMF Vie liés à l'évaluation de ses engagements (sensibilité aux taux, évolution des rachats...).

L'atténuation du risque de souscription passe, d'autre part, par une politique de provisionnement prudente, qui fixe un cadre assurant le respect des objectifs stratégiques et la conformité aux exigences réglementaires et fiscales. En matière de provisionnement comptable comme de provisionnement prudentiel, des méthodologies et hypothèses communes sont établies et partagées au sein du groupe Covéa.

Le provisionnement fait l'objet d'une revue annuelle par les équipes indépendantes attachées à la fonction actuarielle, dont l'avis est documenté dans le rapport de la fonction actuarielle destiné au Conseil d'Administration. Le rôle de la fonction actuarielle est détaillé au paragraphe B6. du présent rapport.

L'élaboration d'un programme de réassurance adapté à l'activité et aux risques de GMF Vie est une dernière technique de diminution des risques. Son utilisation demeure cependant marginale concernant l'assurance de personnes.

Sensibilité

Dans le cadre du processus de solvabilité prospective, des scénarios alternatifs au scénario central sont appliqués à GMF Vie afin de contrôler, sur l'horizon de projection, la solvabilité de l'entreprise.

Un scénario porte ainsi notamment sur une baisse des encours et de la collecte en unités de compte. Il fournit une mesure, à moyen terme, de la sensibilité de GMF Vie au risque de souscription.

Les résultats de cet exercice ont permis de démontrer la résilience du ratio de couverture du capital de solvabilité requis de GMF Vie dans des circonstances très défavorables.

C.2. Risque de marché

Expositions et mesure du risque de marché

Les primes perçues par GMF Vie en contrepartie de son activité de souscription sont placées sur les marchés financiers et immobiliers dans le respect de la politique d'investissement de la société. Cette activité de placement expose GMF Vie au risque de marché, c'est-à-dire à une incertitude quant à l'évolution de la valeur de marché de ses placements en portefeuille ayant un impact sur la valeur des actifs et des passifs.

La composition du portefeuille d'investissements en valeur de réalisation par classe d'actifs donne une mesure des expositions au risque de marché.

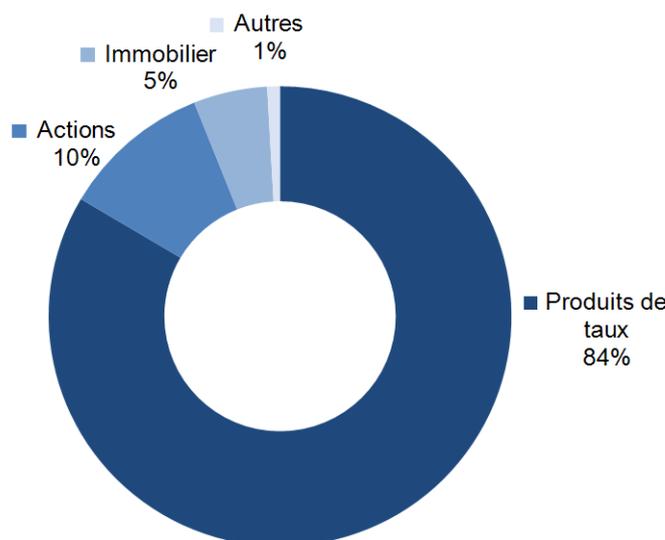


Figure 5 : Composition des placements en valeur de réalisation, hors actifs en représentation des contrats en unités de compte, au 31.12.2017

Le portefeuille de placements de GMF Vie est essentiellement composé de produits de taux, et plus particulièrement d'obligations d'Etats Européens, au premier rang desquels la France, d'obligations d'entreprises, détenues directement ou par le biais d'organismes de placements, et de produits de trésorerie.

La seconde exposition de GMF Vie, en volume au portefeuille, concerne les actions d'entreprises, détenues directement ou par le biais d'organismes de placement. Les titres choisis, sur la base d'analyses des fondamentaux, exposent principalement l'entreprise aux marchés occidentaux matures.

Les actifs immobiliers, détenus directement ou par le biais de sociétés immobilières, est enfin la troisième classe d'actifs représentée au portefeuille de GMF Vie.

Le risque de marché est notamment mesuré en exploitant la formule standard, selon une approche modulaire agrégeant différents sous-modules de risques.

- Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt résulte de la sensibilité des actifs et des passifs en valeur de marché au bilan aux changements affectant la courbe des taux d'intérêt sans risque. Il correspond au montant maximal des fonds propres de base nécessaire pour absorber les pertes occasionnées par des chocs, à la baisse et à la hausse, affectant le niveau de la courbe des taux d'intérêt.

- Action

Le risque action résulte de la sensibilité des actifs au bilan à une baisse de la valeur de marché des actions et participations en portefeuille. Il correspond au montant des fonds propres de base

nécessaire pour absorber les pertes occasionnées par une combinaison de chocs à la baisse affectant la valeur des actifs concernés.

- Immobilier

Le risque immobilier résulte de la sensibilité des actifs au bilan à une baisse de la valeur de marché des actifs immobiliers en portefeuille. Il correspond au montant des fonds propres de base nécessaire pour absorber les pertes occasionnées par une chute instantanée de la valeur des actifs concernés.

- Marge de crédit ou « Spread »

Le risque de « spread » résulte de la sensibilité des actifs au bilan aux changements affectant la marge de crédit ajoutée à la courbe des taux sans risque lors de la valorisation des obligations et prêts en portefeuille. Il correspond au montant maximal des fonds propres de base nécessaire pour absorber les pertes occasionnées par des chocs instantanés, à la baisse et à la hausse, affectant le niveau de la marge de crédit.

- Change

Le risque de change résulte de la sensibilité des actifs et des passifs en valeur de marché au bilan aux changements affectant les cours de change. Il correspond au montant maximal des fonds propres de base nécessaire pour absorber les pertes occasionnées par des chocs instantanés, à la baisse et à la hausse, affectant les taux de change des devises relatives aux actifs concernés.

Le risque de marché représente 74% du capital de solvabilité requis de base avant diversification. Il est majoritairement composé des risques spread et actions.

Principes de gestion prudente, atténuation et concentration

La stratégie financière a pour objectif de dégager la meilleure performance économique à long terme en respectant les impératifs de gestion que sont la préservation du capital, la maîtrise des risques financiers et la transparence des investissements réalisés. L'atteinte de ces objectifs passe également par la détermination d'une allocation d'actifs adaptée à l'activité et au profil de risque de GMF Vie.

La gestion des actifs de placement de GMF Vie est essentiellement confiée à Covéa Finance ainsi qu'à Covéa Immobilier, gérants d'actifs internes du groupe Covéa. Les programmes d'investissement constituent une ligne directrice qui peut être ajustée en cours d'année en fonction de l'évolution de l'environnement économique ou de changements financiers propres à l'entreprise. Leur mise en œuvre est confiée aux gérants internes du Groupe.

Les procédures d'identification, d'analyse, de suivi et de contrôle des risques inhérents aux supports de placement sont facilitées par l'utilisation marginale et exceptionnelle de produits complexes, tels que les produits structurés ou les instruments dérivés, au sein du portefeuille de GMF Vie. Les principes de diversification du portefeuille (géographique, sectorielle, par émetteur), de liquidité des titres et de qualité des émetteurs, définies dans la politique financière, contribuent également à la maîtrise des risques financiers.

En particulier, le suivi des expositions mis en œuvre permet de contrôler l'absence effective de concentration de risque imputable au portefeuille de placements. Aucun émetteur ni groupe d'émetteurs de valeurs mobilières ne génère un risque de concentration, ce dernier étant valorisé à zéro en application de la formule Standard. Le risque de défaut de pays souverains n'est toutefois pas mesuré par cette évaluation.

Sensibilité

Dans le cadre du processus de solvabilité prospective, des scénarios alternatifs au scénario central sont appliqués à GMF Vie afin de contrôler, sur l'horizon de projection, la solvabilité de l'entreprise.

Les scénarios portent ainsi alternativement sur une hausse brutale des taux d'intérêt combinée à une dégradation du marché actions ou sur une baisse continue des taux d'intérêt. Ils fournissent une mesure, à moyen terme, de la sensibilité de GMF Vie au risque de marché.

Dans le cadre du processus de surveillance continue, des chocs individuels sont par ailleurs appliqués à GMF Vie afin de contrôler le maintien dans le cadre d'appétence aux risques du ratio de solvabilité. Les jeux de chocs portent ainsi sur une hausse des taux d'intérêt (hausse de 200 points de base), une hausse des spreads et l'effondrement du marché actions (baisse de 40%), appliqués isolément et en combinaison. Ils fournissent une mesure instantanée de la sensibilité de GMF Vie au risque de marché.

Les résultats de ces différents exercices ont permis de démontrer la résilience du ratio de couverture du capital de solvabilité requis de GMF Vie dans des circonstances très défavorables affectant les marchés financiers.

C.3. Risque de crédit

Expositions et mesures du risque

Des créances naissent des opérations courantes de gestion de l'entreprise ou de gestion de sa trésorerie (avoirs bancaires, paiements à recevoir d'intermédiaires, etc.). Toute défaillance des contreparties et débiteurs l'expose à des pertes possibles et par cette voie à un risque de défaut.

Le risque de crédit est mesuré en exploitant la formule standard, selon une approche modulaire agrégeant deux types d'expositions:

- Expositions de type 1

Le risque de défaut de type 1 résulte des pertes possibles en cas de défaut ou de détérioration de la qualité de crédit des contreparties de GMF Vie, durant les douze mois à venir.

Les montants inscrits dans les postes « Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance », « créances nées d'opérations de réassurance » et « Trésorerie et équivalents de trésorerie » au bilan prudentiel, en annexe du présent document, fournissent une mesure des expositions au risque de défaut des réassureurs et des contreparties bancaires.

- Expositions de type 2

Le risque de défaut de type 2 résulte des pertes possibles en cas de défaut ou de détérioration de la qualité de crédit des contreparties de GMF Vie, durant les douze mois à venir, concernant principalement ses paiements à recevoir d'intermédiaires, ses créances sur les preneurs d'assurance, ses prêts hypothécaires et toute autre créance.

Les montants inscrits dans les postes « Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir des intermédiaires » et « Autres créances » au bilan prudentiel, en annexe du présent document, fournissent une mesure des expositions au risque de défaut des autres contreparties de GMF Vie.

Dans le cadre de ses activités d'investissement, l'entreprise est exposée au risque de défaut des émetteurs des titres détenus en portefeuille aux fins de placement. Il s'agit d'un risque de marché, capturé en particulier par le risque de « spread » évoqué ci-avant.

Concentration et atténuation du risque

Les contreparties de GMF Vie sont diversifiées : la perte en cas de défaut estimée pour chacune d'entre elle ne constitue pas, au regard des fonds propres de GMF Vie, un montant de nature à menacer la solvabilité de l'entreprise.

Les contreparties bancaires sont sélectionnées sur la base d'analyses quantitatives et qualitatives menées par le gérant d'actif du Groupe, Covéa Finance. Un plafond d'exposition, spécifique à chaque banque, est fixé et suivi de façon régulière par la Direction des Placements et de l'Actif-Passif Covéa. Enfin les expositions aux autres créanciers et intermédiaires font l'objet d'une sélection et d'un suivi dans le cadre des dispositifs de contrôle.

C.4. Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte, pour une entreprise d'assurance, des pertes possibles qui seraient occasionnées par la vente rapide d'actifs investis en vue de disposer de la trésorerie nécessaire pour honorer des engagements au moment où ceux-ci deviennent exigibles.

L'atténuation du risque de liquidité de GMF Vie est en premier lieu assurée par les procédures de gestion actif-passif permettant de garantir un niveau de liquidité suffisant pour faire face en permanence aux engagements envers ses assurés. La politique d'investissement et le programme d'investissement font par ailleurs de la liquidité du portefeuille de placements un critère essentiel de l'allocation d'actif et du choix des titres. Enfin, une gestion appropriée de la trésorerie de GMF Vie complète le dispositif de gestion du risque de liquidité.

La trésorerie de GMF Vie en premier lieu, ainsi que son portefeuille de placements liquides en second lieu, permettent à l'entreprise de faire face, à tout moment à ses engagements, dans des conditions normales comme dans des conditions adverses, sans occasionner de pertes de nature à menacer son équilibre financier.

Le niveau des liquidités de GMF Vie (titres liquides d'échéance inférieure à 1 an) est suivi et analysé de manière permanente.

C.5. Risque opérationnel

Le risque opérationnel résulte, des pertes possibles liées à des procédures internes, des membres du personnel ou des systèmes inadéquats ou défectueux au sein de l'entreprise. Il est appréhendé de manière qualitative d'une part, et mesuré en exploitant la formule standard d'autre part, selon une approche forfaitaire, fonction du niveau d'activité de l'entreprise.

Le dispositif de contrôle interne permanent, le dispositif de vérification de la conformité ainsi que le dispositif d'audit interne, détaillés au chapitre B. « Système de gouvernance » du présent rapport, sont les outils privilégiés de l'atténuation des risques opérationnels. Ils contribuent à la maîtrise et à l'évaluation des processus internes, de leur implémentation et de leur contrôle. De plus, des programmes d'assurance couvrent les principaux biens et responsabilités de la société, permettant ainsi d'externaliser une partie du risque opérationnel.

C.6. Autres risques importants

GMF Vie est également exposée à d'autres risques non appréhendés dans la formule standard.

- Le risque stratégique résulte de décisions inappropriées dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre des orientations stratégiques de l'entreprise au regard de son environnement économique et concurrentiel. Ce risque, par nature non quantifiable, fait l'objet d'un suivi particulier notamment dans le cadre de la définition et du suivi du Plan Stratégique, Budgétaire et Financier.
- Le risque de réputation résulte d'une insuffisance dans la maîtrise de la communication (financière, commerciale, de crise, etc.) et des conséquences de toute médiatisation négative du Groupe. Un suivi permanent de l'eRéputation de Covéa et de ses trois marques est notamment mis en œuvre par la direction Marketing et Transformation Stratégiques Covéa. Le *social media manager* dispose d'outils d'analyse des contenus publiés sur internet et sur les réseaux sociaux. Il effectue une veille et organise le cas échéant, avec la direction Communication Externe et les *community managers*, les réponses aux risques identifiés.
- Les risques législatifs, réglementaires et judiciaires résultent d'évolutions législatives, réglementaires, ou jurisprudentielles pouvant impacter la situation financière, la situation prudentielle ou l'activité de l'entreprise. Le dispositif de vérification de la conformité, de veilles réglementaires et la participation du Groupe aux organisations professionnelles contribuent à anticiper et à atténuer ces risques.
- Les risques émergents sont des risques nouveaux, entourés d'une incertitude forte quant à leurs impacts et leur probabilité de matérialisation. Ils résultent d'événements imprévus et sont appréhendés de façon prospective, dans un effort d'anticipation de l'environnement futur de la société. Ces risques recouvrent notamment des risques de concurrence et des risques économiques en lien avec les innovations affectant le secteur de l'assurance (nouveaux acteurs, nouveaux métiers, nouvelles technologies, nouveaux périls, etc.). Les risques émergents sont identifiés et suivis de manière permanente par la direction Marketing et Transformation Stratégique Covéa. Ils alimentent le processus de Planification Stratégique, Budgétaire et Financière.

C.7. Autres informations

Aucune autre information importante concernant le profil de risque n'est à noter.

D. Valorisation à des fins de Solvabilité

Les catégories d'actifs et de passifs importantes qui composent le bilan Solvabilité II de GMF Vie, ont été valorisées conformément aux normes prudentielles Solvabilité II, à des montants pour lesquels ces derniers pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Les valorisations obtenues en application de ce principe figurent dans le tableau S.02.01.02¹⁰, en annexe du présent rapport.

D.1. Actifs

<i>En millions d'euros - au 31.12.2017</i>	Solvabilité II	Comptes sociaux
Goodwill		-
Frais d'acquisition différés		-
Immobilisations incorporelles	-	0
Actifs d'impôts différés	-	-
Excédent du régime de retraite	-	-
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	24	5
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	25 622	22 397
Biens immobiliers (autres que détenues pour usage propre)	874	503
Détenion dans des entreprises liées, y compris participations	32	1
Actions	1 773	1 172
Obligations	19 986	18 116
Organisme de placement collectif	2 927	2 575
Produits dérivés	-	-
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	30	30
Autres investissements	-	-
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	339	339
Prêts et prêts hypothécaires	159	159
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	-	2
Dépôt auprès des cédantes	3	3
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	2	2
Créances nées d'opérations de réassurance	1	1
Autres créances (hors assurance)	42	42
Actions propres auto-détenues (directement)	-	-
Eléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	155	155
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	0	0
Total de l'actif	26 348	23 107

Tableau 7 : Actifs au 31.12.2017

¹⁰ Cf. Annexes Quantitatives – Tableau S.02.01.02 : Bilan

D.1.1. Goodwill

En normes françaises, un goodwill est enregistré pour la différence entre le coût d'acquisition des titres d'une entité et son actif net réévalué. En vertu des normes Solvabilité II, le goodwill est valorisé à zéro dans le bilan prudentiel.

D.1.2. Frais d'acquisition différés

En normes françaises, le montant des frais d'acquisition différés correspond à la fraction non imputable à l'exercice des frais d'acquisition des contrats constatée en charge, lors de l'exercice en cours et / ou des exercices précédents. En vertu des normes Solvabilité II, les frais d'acquisition différés sont valorisés à zéro dans le bilan prudentiel.

D.1.3. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées dans les comptes en normes françaises à leur coût d'acquisition ou de production et amorties selon des modalités propres à chaque type d'actif.

En normes Solvabilité II, les actifs incorporels sont valorisés à zéro du fait de l'impossibilité de les céder séparément ou d'établir une valeur de marché.

D.1.4. Impôts différés – Actifs & Passifs

Les impôts différés correspondent aux montants recouvrables (actifs) et payables (passifs) au cours des périodes futures, au titre des différences temporelles déductibles ou imposables ainsi que du report en avant des pertes fiscales et des crédits d'impôt non utilisés.

En normes françaises, les impôts différés sont calculés sur les différences liées aux décalages temporels entre la base fiscale et la base comptable. En normes Solvabilité II, les décalages temporels entre la base fiscale et la base prudentielle constituent l'assiette des calculs d'impôts différés dont les principales sources sont la revalorisation des provisions techniques et des investissements (hors actifs en représentation de contrats en unités de compte) lors du passage au bilan Solvabilité II.

Dans chacun des cas, les calculs sont réalisés selon les règles et les taux d'imposition en vigueur au moment de l'arrêté des comptes et applicables à la date de réalisation des différences futures.

En normes françaises comme en normes Solvabilité II, les soldes d'impôts différés actif et passif sont compensés au bilan.

A la clôture de l'exercice 2017 en normes Solvabilité II, GMF Vie comptabilise un solde net d'impôts différés passif.

D.1.5. Immobilisations corporelles détenues pour usage propre

Ces immobilisations correspondent aux biens immobiliers et aux autres actifs corporels d'exploitation détenus pour usage propre.

En normes françaises, les biens immobiliers d'exploitation (siège, bâtiments administratifs, bureaux, etc.), sont enregistrés à leur valeur d'acquisition, augmentée des travaux de construction et d'aménagement, diminuée des amortissements cumulés déterminés selon un plan d'amortissement par composant.

Les autres actifs d'exploitation (agencements, matériel de bureau, mobilier, etc.) sont évalués à leur prix d'acquisition diminué des amortissements cumulés, effectués sur le mode linéaire ou dégressif selon leur nature.

En normes Solvabilité II, les immeubles d'exploitation sont valorisés d'après une expertise quinquennale réalisée par un expert indépendant et mise à jour annuellement. Les autres actifs d'exploitation sont maintenus à leur valeur nette comptable.

D.1.6. Investissements

(Autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)

Dans les comptes en normes françaises, les actifs de placement sont valorisés au coût historique, net d'amortissements et/ou de dépréciations le cas échéant.

En normes Solvabilité II, les actifs de placement sont enregistrés en valeur de marché. Cette valeur correspond par défaut au prix coté sur un marché actif s'il existe. Trois critères sont utilisés pour évaluer le caractère actif d'un marché : homogénéité ou standardisation des produits négociés, liquidité et transparence.

Les différences entre les actifs de placement au bilan Solvabilité II et dans les comptes sociaux procèdent donc d'écarts de valorisation principalement imputables à l'intégration des plus et moins-values latentes.

Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)

Les biens immobiliers détenus aux fins de placement sont valorisés selon les mêmes méthodes que les immeubles d'exploitation, c'est-à-dire en valeur d'acquisition amortie dans les comptes en normes françaises et en valeur de marché (expertise quinquennale) dans les comptes en normes Solvabilité II.

Détentions dans des entreprises liées, y compris participations

En normes françaises, les titres d'entreprises liées détenus sont enregistrés à leur prix de revient nets de provisions le cas échéant.

Au bilan prudentiel, la valorisation retenue est déterminée selon les principes suivants :

- Les participations cotées sur un marché actif sont valorisées au dernier cours connu au jour de l'inventaire, à défaut ;
- Les participations d'assurances détenues directement ou via une holding d'assurance sont valorisées à la quote-part de la dernière valeur disponible de leurs fonds propres prudentiels.
- Les holdings d'assurance sont valorisées à la quote-part de la dernière valeur disponible de leurs fonds propres prudentiels Solvabilité II, obtenue par transposition de leurs détentions.
- Les autres participations sont valorisées selon la même méthode que dans les comptes en normes françaises, déduction faite des goodwill et des immobilisations incorporelles significatifs.

Actions, dont Actions cotées et non cotées

En normes françaises, les actions cotées et non cotées sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors frais de négociation, net de provisions le cas échéant.

Au bilan prudentiel, les actions cotées sont valorisées à leur dernier cours connu à la date de clôture. Les actions non cotées sont quant à elles valorisées selon la même méthode que dans les comptes en normes françaises, déduction faite des goodwill et des immobilisations incorporelles significatifs.

Obligations, dont Obligations d'État et d'entreprises, Titres structurés et garantis

En normes françaises, les titres obligataires sont enregistrés séparément pour leur coût d'acquisition et les coupons courus. Le cas échéant, la différence entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement est amortie sur la durée résiduelle des titres.

Au bilan prudentiel, les titres obligataires sont valorisés à leur dernier prix d'échange connu au jour de l'inventaire.

Organismes de placement collectif

En normes françaises, les parts détenues dans des organismes de placement collectif sont enregistrées à leur coût d'acquisition, hors frais de négociation et net de provisions le cas échéant.

Au bilan prudentiel, on distingue deux grands types d'organismes de placement collectif :

- Les sociétés immobilières non cotées (SCI, SAS) ;

- Les autres organismes de placement collectif (fonds obligataires, fonds actions, fonds diversifiés, fonds alternatifs etc...).

Les sociétés immobilières non cotées font l'objet d'une évaluation à l'actif net réévalué. Les actifs immobiliers des sociétés considérées sont soumis à une expertise quinquennale, révisée annuellement.

Les autres organismes de placement collectif sont valorisés par des organismes externes indépendants qui établissent les états financiers.

Dépôts autres que les équivalents de trésorerie

En normes françaises comme au bilan prudentiel, les dépôts sont reconnus à leur valeur de remboursement, majorée des coupons courus le cas échéant.

D.1.7. Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés

En normes françaises, la valeur de réalisation des actifs en représentation des unités de compte est retenue.

Au bilan prudentiel, les actifs en représentation des unités de compte sont évalués selon les mêmes méthodes que celles utilisées pour les investissements de même nature (voir D.1.4).

D.1.8. Autres actifs y compris :

- Prêts et prêts hypothécaires,
- Avances sur police,
- Dépôts auprès des cédantes,
- Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires,
- Créances nées d'opérations de réassurance,
- Autres créances (hors assurance),
- Trésorerie et équivalents de trésorerie.

En normes françaises comme au bilan prudentiel, ces actifs sont enregistrés à leur valeur nominale, nette de provisions le cas échéant. Il s'agit de la meilleure approximation de leur valeur de marché.

D.2. Provisions techniques

<i>En millions d'euros - au 31.12.2017</i>	Solvabilité II	Comptes sociaux
Provisions techniques non vie nette de cessions	-	-
Provisions techniques non vie (hors santé) nettes de cessions	-	-
Provisions techniques non vie (hors santé) brutes de cessions	-	-
Provisions techniques non vie (hors santé) cédées	-	-
Provisions techniques santé (similaire à la non vie) nettes de cessions	-	-
Provisions techniques santé (similaire à la non vie) brutes de cessions	-	-
Provisions techniques santé (similaire à la non vie) cédées	-	-
Provisions techniques vie (hors UC et indexés) nettes de cessions	23 491	21 238
Provisions techniques santé (similaire à la vie) nettes de cessions	-	-
Provisions techniques santé (à la vie) brutes de cessions	-	-
Provisions techniques santé (à la vie) cédées	-	-
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés) nettes de cessions	23 491	21 238
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés) brutes de cessions	23 491	21 240
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés) cédées	-	2
Provisions techniques UC et indexés nettes de réassurance	317	339
Provisions techniques UC et indexés brutes de cessions	317	339
Provisions techniques UC et indexés cédées	-	-
Total provisions techniques nettes de cessions	23 808	21 577

Tableau 8 : Provisions techniques au 31.12.2017

D.2.1. Montants des provisions techniques prudentielles

Le tableau S.12.01.02 figurant en annexe du présent rapport présente la valeur des provisions techniques pour chaque ligne d'activité réglementaire.

D.2.2. Méthodes de valorisation des provisions techniques prudentielles

Les provisions techniques représentent des réserves constituées par l'entreprise d'assurance pour faire face à ses engagements d'assurance, pris envers ses assurés en vertu des garanties souscrites. Les provisions techniques de l'entreprise sont inscrites au bilan prudentiel à leur valeur économique qui correspond à une valeur de transfert.

Leur montant est égal à la somme de la meilleure estimation des engagements et d'une marge de risque.

D.2.2.1. Meilleure estimation brute de cessions en réassurance

La meilleure estimation des provisions techniques correspond à la valeur actuelle probable des flux de trésorerie futurs liés aux engagements d'assurance à la date d'inventaire.

Regroupement des engagements d'assurance

Aux fins des calculs, la meilleure estimation est établie à l'échelle de groupes de risques homogènes, en regroupant les caractéristiques des garanties offertes dans les contrats d'assurance, selon leur typologie de risque. Par ailleurs, chaque groupe de risques homogènes est affecté à une ligne d'activité réglementaire.

Périmètre et horizon de projection

Les encaissements et décaissements futurs relatifs aux contrats existants sont projetés sur l'horizon de vie des engagements d'assurance jusqu'à leur extinction.

Seuls les contrats pour lesquels l'assureur est engagé à la date d'évaluation sont retenus dans les bases de calcul de la meilleure estimation des provisions techniques.

Au périmètre des contrats retenus, est appliquée une notion de *frontière des contrats*. Elle permet de distinguer parmi les flux de trésorerie attachés à un contrat, ceux qui doivent être pris en compte dans le calcul de la meilleure estimation des provisions techniques. Il s'agit de l'ensemble des encaissements et décaissements anticipés avant la 1^{ère} date à partir de laquelle l'assureur peut :

- Résilier un contrat ;
- Rejeter les primes à recevoir au titre d'un contrat ;
- Modifier les primes ou les prestations à payer au titre d'un contrat, de manière à ce que les primes reflètent pleinement les risques.

Flux projetés, bruts cessions de réassurance

Au sein des groupes de risques homogènes, des regroupements de polices aux caractéristiques communes sont également effectués.

Les flux entrants correspondent aux primes futures, incluses dans les frontières des contrats. Elles concernent en pratique les cotisations périodiques et les primes des contrats de prévoyance pour lesquelles l'assureur est engagé.

Les flux sortants correspondent :

- Aux prestations représentant les garanties des contrats, nettes de chargements de gestion et y compris revalorisations ;
- Aux frais de gestion des contrats y compris inflation (acquisition, administration, gestion des sinistres, autres charges techniques et frais de gestion des placements) ;
- Aux commissions envers les tiers ;
- Aux prélèvements fiscaux.

Actualisation

Les flux de trésorerie sont actualisés avec la courbe des taux fournie par l'Autorité Européenne des Assurances et des Pensions Professionnelles. Aucun ajustement n'y est apporté.

Méthodologie de calcul

La meilleure estimation des provisions techniques est égale la valeur actuelle moyenne des flux de trésorerie pondérés par la probabilité de réalisation de différents scénarios économiques et financiers. Pour cela, un générateur de scénarios permettant de simuler les différents états futurs de l'environnement économique et financier est utilisé.

Les calculs reproduisent le comportement attendu des actifs financiers et des flux de trésorerie liés aux contrats d'assurance modélisés. Ils s'appuient sur un modèle d'actifs alimenté par des données de marché (prix et rendements des actifs, taux d'intérêt applicables ...), et un modèle de passif reproduisant les caractéristiques des contrats et le comportement attendu des assurés. Les options et garanties financières contenues dans les contrats d'assurance ainsi que les décisions de gestion de

l'assureur génèrent des interactions entre les placements à l'actif du bilan et les engagements au passif du bilan :

- Les décisions de gestion de l'assureur ont trait à l'allocation des actifs, au rythme de réalisation des plus ou moins-values et à la détermination des participations aux bénéfices ;
- Les options financières correspondent à des droits contractuels de rachat, de résiliation et/ou de modification des contrats qui sont exerçables au choix des assurés. Elles sont modélisées en reproduisant le comportement des assurés et en tenant compte de l'environnement concurrentiel, économique et financier si nécessaire ;
- Les garanties financières correspondent au montant certain minimum de prestations à verser.

D.2.2.2. Meilleure estimation des montants recouvrables au titre de la réassurance

Les provisions techniques cédées, dans le cadre d'opérations de réassurance, ne sont pas valorisées en raison de leur caractère non significatif.

D.2.2.3. Marge de risque

La marge de risque est calculée de manière à garantir que la valeur des provisions techniques en normes Solvabilité II est équivalente au montant qu'une entreprise d'assurance et de réassurance demanderait pour reprendre et honorer les engagements d'assurance et de réassurance (valeur de transfert).

Son calcul suppose un transfert de l'intégralité des engagements du portefeuille, il prend en compte l'ensemble des effets de diversification.

La marge de risque est ainsi le coût d'immobilisation d'un montant de fonds propres éligibles égal au capital de solvabilité requis pour faire face aux engagements d'assurance et de réassurance sur leur durée de vie. Le taux correspondant au coût du capital est fixé par la réglementation. En 2017, il s'élève à 6%.

En application du principe de proportionnalité, la marge de risque est déterminée de façon simplifiée selon une approche par la durée.

Le coût du capital est appliqué au montant du capital de solvabilité requis obtenu à la date d'évaluation (hors risque de marché). La durée moyenne pondérée et actualisée des engagements par ligne d'activité réglementaire est associée à ce produit.

D.2.3. Incertitudes liées au montant des provisions techniques prudentielles

Pour l'ensemble des lignes d'activité, le processus d'évaluation des provisions techniques prudentielles comporte une part d'incertitude. Il requiert en effet l'utilisation de données historiques jugées pertinentes, il fait appel à l'exploitation de modèles ainsi qu'à la formulation d'hypothèses afin, notamment, de projeter les flux de trésorerie sur un horizon de temps estimé approprié à la nature des engagements. De façon générale, le niveau d'incertitude lié au montant des provisions techniques est limité par l'expertise des équipes actuarielles qui analysent les calculs, les contrôlent et en interprètent les résultats. Les travaux de la fonction actuarielle (analyses de variations, analyses de sensibilité) participent enfin à la fiabilité du montant des provisions techniques.

D.2.4. Principales différences entre provisions techniques prudentielles et provisions techniques en normes françaises

Dans les comptes sociaux, différents types de provisions techniques sont enregistrés en vie. Chacune de ces provisions reflète un engagement précis, évalué de façon prudente. Les méthodologies de valorisation appliquées sont propres à chaque type de provision ; elles sont décrites dans l'Annexe aux comptes et respectent les dispositions en vigueur du Code des Assurances.

Les différents types de provisions comptables admises au passif du bilan en normes françaises incluent les engagements au titre des affaires directes et des acceptations.

La part de ces provisions techniques comptables inscrites au passif, faisant l'objet de cessions ou de rétrocessions à des réassureurs, est inscrite à l'actif du bilan, sans ajustement supplémentaire.

Ainsi, les principaux écarts de valorisation entre provisions comptables et provisions prudentielles procèdent principalement :

- De différences dans la composition respective des provisions prudentielles et des provisions comptables : la marge de risque valorisée dans le calcul des provisions prudentielles n'a pas d'équivalent dans les provisions comptables.
- De différences dans le calcul des provisions d'épargne entre les provisions prudentielles et les provisions comptables
 - Les provisions comptables sont calculées de manière rétrospective alors que les provisions prudentielles sont calculées de manière prospective en intégrant les interactions actif / passif.
 - Les provisions prudentielles des contrats d'épargne en euros intègrent les plus-values latentes qui seront distribuées aux assurés dans le futur, alors que les provisions comptables reflètent le montant de l'épargne acquis à la date d'arrêté.

D.3. Autres passifs

<i>En millions d'euros</i>	Solvabilité II	Comptes sociaux
Passifs éventuels	-	-
Provisions autres que les provisions techniques	0	0
Provisions pour retraite	0	1
Dépôt des réassureurs	2	2
Passifs d'impôts différés	271	22
Produits dérivés	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	71	71
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	-	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	16	16
Dettes nées d'opérations de réassurance	0	0
Autres dettes (hors assurance)	66	66
Passifs subordonnés	-	-
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	4	4
Total autres passifs	431	183

Tableau 9 : Autres passifs au 31.12.2017

D.3.1. Provisions autres que les provisions techniques

Ces passifs à échéance incertaine ou d'un montant incertain (hors engagements de retraite) sont enregistrés au bilan prudentiel et dans l'annexe aux comptes pour une valeur identique.

D.3.2. Provisions pour retraite

Au bilan prudentiel, les engagements liés aux régimes de retraite des salariés sont provisionnés pour la part de leur évaluation actuarielle non couverte par des actifs du régime, incluant les coûts des services passés, induits par la signature en 2017 de nouveaux accords d'avantages à long terme.

Dans les comptes en normes françaises, les engagements liés au régime de retraite sont valorisés de façon identique. Dans la mesure où GMF Vie applique la méthode préférentielle, ils sont également provisionnés au bilan, exception faite des coûts des services passés relatifs aux engagements postérieurs à l'emploi, portés en engagements hors bilan au 31 décembre 2017. A compter du 1^{er} janvier 2018, date d'entrée en vigueur des accords, ils donnent lieu à un amortissement sur la durée restant à courir jusqu'au départ en retraite et la part des services passés non encore amortie est portée en engagements hors bilan.

D.3.3. Dépôts des réassureurs

Les dettes pour dépôts espèces reçus des (retro-) cessionnaires sont valorisées de façon identique au bilan SII et dans les comptes sociaux.

D.3.4. Autres passifs y compris :

- Dettes envers des établissements de crédit,
- Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires,
- Dettes nées d'opérations de réassurance,
- Autres dettes (hors assurance),
- Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus.

Les dettes mentionnées ci-dessus sont valorisées de façon identique au bilan Solvabilité II et dans les comptes sociaux.

D.4. Méthodes de valorisations alternatives

Des méthodes de valorisation alternatives sont appliquées à certains titres obligataires ou à certaines participations dans des fonds de capital investissement lorsque les actifs concernés ne sont pas cotés sur des marchés actifs.

Deux approches sont retenues et parfois croisées :

- L'approche « marché » : utilisation des prix de marché sur des actifs comparables ;
- L'approche « revenu » : actualisation des flux traduisant les attentes des acteurs du marché.

D.5. Autres informations

Aucune autre information importante concernant l'évaluation aux fins de solvabilité n'est à noter.

E. Gestion du capital

E.1. Fonds propres

E.1.1. Gestion des fonds propres

La gestion des fonds propres de GMF Vie est placée sous la responsabilité de la direction générale Investissement et Contrôle des Risques. Ses principes, objectifs et procédures sont établis dans la politique de gestion des fonds propres du groupe Covéa, dont le périmètre couvre l'ensemble des entités du Groupe dont GMF Vie. La politique de gestion des fonds propres est revue au moins une fois par an et a été approuvée par le Conseil d'Administration de GMF Vie.

Conformément aux principes de la politique de gestion des fonds propres, le niveau des fonds propres de GMF Vie doit être en adéquation avec le développement de son activité. L'entreprise doit au minimum générer, via ses résultats, les fonds propres nécessaires au développement normal de son activité.

GMF Vie doit disposer en permanence d'un minimum de fonds propres lui permettant de respecter le cadre d'appétence aux risques défini dans la stratégie. Les fonds propres de GMF Vie font ainsi l'objet d'évaluations sur l'horizon de son plan stratégique à 5 ans dans le cadre des processus de l'ORSA. Ces évaluations permettent de déterminer, le cas échéant, le niveau de dividendes versés à Covéa Coopérations, actionnaire de GMF Vie, en fonction des besoins identifiés.

E.1.2. Composition et évolution des fonds propres

Les fonds propres de GMF Vie, valorisés conformément aux normes prudentielles Solvabilité II, figurent dans le tableau S.23.01.01¹¹.

<i>En millions d'euros</i>	Total	Niveau 1 - Non restreint	Niveau 1 - Restreint	Niveau 2	Niveau 3
Total fonds propres de base après déductions	2 109	2 109	-	-	-
Total fonds propres auxiliaires	-	-	-	-	-
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis au 31.12.2017	2 109	2 109	-	-	-
- Fonds propres totaux éligibles pour le calcul du capital de solvabilité requis	2 109	2 109	-	-	-
- Fonds propres totaux éligibles pour le calcul du minimum de capital requis	2 109	2 109	-	-	-
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis au 31.12.2016	1 767	1 767	-	-	-
- Fonds propres totaux éligibles pour le calcul du capital de solvabilité requis	1 767	1 767	-	-	-
- Fonds propres totaux éligibles pour le calcul du minimum de capital requis	1 767	1 767	-	-	-

Tableau 10 : Fonds propres

Les Fonds propres de base de GMF Vie sont constitués uniquement d'éléments de niveau 1, non restreints. GMF Vie ne compte aucun élément de fonds propres faisant l'objet de mesures transitoires.

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Capitaux propres issus des comptes sociaux	1 345	1 246
Réévaluation des actifs financiers*	3 243	3 153
Réévaluation des provisions techniques*	-2 230	-2 447
Annulation des actifs incorporels et goodwill*	-	-
Autres*	-249	-184
Excédents des actifs sur les passifs	2 109	1 767
Passifs subordonnés	-	-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	-	-
Fonds Propres éligibles	2 109	1 767

* Postes nets d'impôts différés

Tableau 11 : Des fonds propres en normes françaises aux fonds propres SII

¹¹ Cf. Annexes Quantitatives – tableau S.23.01.01: Fonds propres

Les fonds propres de base se composent d'abord d'éléments de capital issus des états financiers en normes comptables françaises, c'est-à-dire du capital social, de primes liées au capital social et des autres réserves statutaires incluses dans la réserve de réconciliation. A fin 2017, les éléments issus des états financiers s'élèvent à 1 344 M€ contre 1 246 M€ à fin 2016, soit une progression de 99 M€ correspondant au résultat de l'exercice auquel s'ajoutent les montants affectés aux réserves et un prélèvement sur le report à nouveau lié à l'impact de changements de méthodes de 32 M€.

Les fonds propres de base sont complétés par les différences de valorisation des actifs et passifs entre le bilan prudentiel et le bilan social, différences détaillées au chapitre *D. Valorisation à des fins de Solvabilité* du présent rapport. Inclues dans la réserve de réconciliation, elles s'élèvent à 764 M€ contre 521 M€ à fin 2016. Cette évolution résulte principalement des conditions financières favorables, notamment la progression de la valorisation des actions et de l'immobilier en portefeuille, ainsi que le faible niveau de volatilité des marchés à fin 2017. La déformation du mix produit vers les unités de compte contribue également à l'augmentation des fonds propres.

Les fonds propres de GMF Vie ne font l'objet d'aucune déduction, ainsi les fonds propres disponibles sont équivalents aux fonds propres éligibles à la couverture du capital de solvabilité requis et du minimum de capital requis. De plus, aucune restriction n'affecte la disponibilité et la transférabilité des fonds propres de GMF Vie.

E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

Le capital de solvabilité requis¹² de GMF Vie est calculé en appliquant la formule standard, sans recours à des simplifications ni à des paramètres qui lui sont propres.

En millions d'euros au 31.12.2017

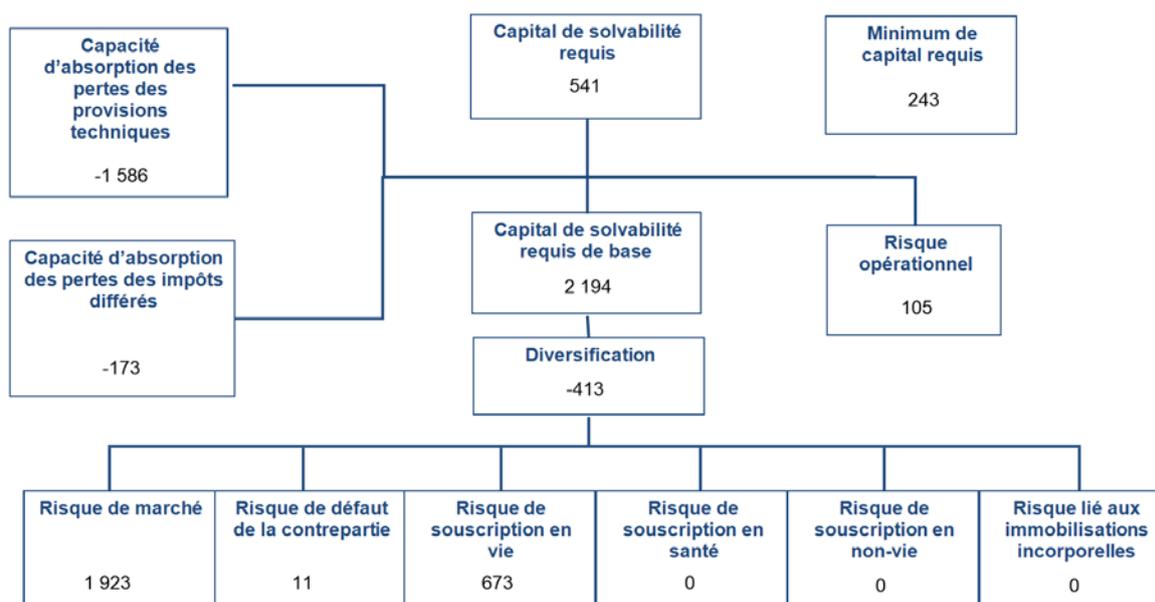


Figure 6 : Capital de solvabilité requis

Le capital de solvabilité requis s'établit à 541 M€ contre 555 M€ à fin 2016, soit une baisse de 2.5 % sur la période. Cette évolution résulte de la baisse du risque de marché atténuée par une augmentation du risque de souscription, portée par les risques de rachat et de mortalité.

En 2017, le ratio de couverture du capital de solvabilité requis par les fonds propres éligibles de GMF Vie se porte à 390% contre 319% à la clôture de l'exercice précédent.

¹² Cf. Annexe quantitative : tableau S.25.01.21- Capital de Solvabilité requis

Le minimum de capital requis¹³ de GMF Vie est calculé en appliquant la formule linéaire, prévue par la réglementation, aux primes émises nettes de réassurance et à la meilleure estimation des provisions techniques nettes de réassurance. La formule linéaire est combinée à un plancher et à un plafond exprimés en pourcentage du capital de solvabilité requis. A fin 2017, le minimum de capital requis correspond au plafond, soit 45% du capital de solvabilité requis.

Le ratio de couverture du minimum de capital requis par les fonds propres éligibles de GMF Vie se porte à 867% contre 708% à la clôture de l'exercice précédent.

E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le capital de solvabilité requis

GMF Vie ne fait pas usage du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée pour le calcul du capital de solvabilité requis.

E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

GMF Vie n'a pas recours à un modèle interne pour le calcul du capital de solvabilité requis.

E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

Aucun manquement à l'exigence de minimum de capital de solvabilité requis ou au capital de solvabilité requis concernant GMF Vie n'est intervenu au cours de la période de référence.

E.6. Autres informations

Aucune autre information importante concernant la gestion des fonds propres n'est à noter.

¹³ Cf. Annexes Quantitatives – *Tableau S.28.01.01 : Minimum de capital requis*

Annexes

Correspondance Lignes d'activités règlementaires – Segments..... 53

Liste des états quantitatifs publics Solvabilité II 54

Tableau S.02.01.02 : Bilan	54
Tableau S.05.01.02 : Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité.....	56
Tableau S.12.01.02 : Provisions techniques vie et santé SLT	57
Tableau S.23.01.01 : Fonds propres	59
Tableau S.25.01.21 : Capital de solvabilité requis.....	61
Tableau S.28.01.01 : Minimum de capital requis (MCR)	62

Correspondance Lignes d'activités réglementaires – Segments

Une correspondance existe entre les lignes d'activité réglementaires Solvabilité II, exploitées dans la production des calculs et états prudentiels et les segments principaux auxquels sont associées les activités exercées par GMF Vie. La notion de segment est un axe d'analyse utilisé par l'entreprise aux fins de pilotage de son activité.

Ligne d'activité Solvabilité II	Principaux Segment(s) associé(s)
Assurance avec participation aux bénéficies	Epargne, assurance vie entière en cas de décès
Assurance indexée et en unités de compte	Epargne
Autres assurances vie	Autres produits de prévoyance, garanties complémentaires des contrats d'épargne

Liste des états quantitatifs publics Solvabilité II

Tableau S.02.01.02 : Bilan

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur Solvabilité II
Immobilisations incorporelles	-
Actifs d'impôts différés	-
Excédent du régime de retraite	-
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	23 571
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	25 622 112
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	874 192
Détenions dans des entreprises liées, y compris participations	32 080
Actions	1 773 156
Actions – cotées	1 753 552
Actions – non cotées	19 604
Obligations	19 985 747
Obligations d'État	13 936 796
Obligations d'entreprise	5 877 346
Titres structurés	171 605
Titres garantis	-
Organismes de placement collectif	2 926 882
Produits dérivés	-
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	30 055
Autres investissements	-
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	339 261
Prêts et prêts hypothécaires	158 912
Avances sur police	36 680
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	-
Autres prêts et prêts hypothécaires	122 231
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	-
Non-vie et santé similaire à la non-vie	-
Non-vie hors santé	-
Santé similaire à la non-vie	-
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	-
Santé similaire à la vie	-
Vie hors santé, UC et indexés	-
Vie UC et indexés	-
Dépôts auprès des cédantes	3 037
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	2 178
Créances nées d'opérations de réassurance	797
Autres créances (hors assurance)	42 448
Actions propres auto-détenues (directement)	-
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	155 483
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	97
Total de l'actif	26 347 896

Tableau S.02.01.02 : Bilan

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur Solvabilité II
Provisions techniques non-vie	-
Provisions techniques non-vie (hors santé)	-
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	-
Marge de risque	-
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	-
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	-
Marge de risque	-
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	23 490 795
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	-
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	-
Marge de risque	-
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	23 490 795
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	23 177 169
Marge de risque	313 626
Provisions techniques UC et indexés	316 917
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	297 014
Marge de risque	19 903
Passifs éventuels	-
Provisions autres que les provisions techniques	63
Provisions pour retraite	403
Dépôts des réassureurs	1 864
Passifs d'impôts différés	271 297
Produits dérivés	-
Dettes envers des établissements de crédit	71 260
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	15 683
Dettes nées d'opérations de réassurance	294
Autres dettes (hors assurance)	66 472
Passifs subordonnés	-
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	-
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	-
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	3 982
Total du passif	24 239 030
Excédent d'actif sur passif	2 108 866

Tableau S.05.01.02 : Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

En milliers d'euros	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie						Engagements de réassurance vie		Total
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéficiaires	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
Primes émises									
Brut	-	1 038 407	323 092	52 173	-	-	-	252	1 413 925
Part des réassureurs	-	38	-	1 356	-	-	-	-	1 394
Net	-	1 038 369	323 092	50 818	-	-	-	252	1 412 531
Primes acquises									
Brut	-	1 038 407	323 092	52 173	-	-	-	252	1 413 925
Part des réassureurs	-	38	-	1 356	-	-	-	-	1 394
Net	-	1 038 369	323 092	50 818	-	-	-	252	1 412 531
Charge des sinistres									
Brut	-	1 268 911	11 191	12 051	-	-	-	294	1 292 447
Part des réassureurs	-	-	-	385	-	-	-	-	385
Net	-	1 268 911	11 191	11 667	-	-	-	294	1 292 062
Variation des autres provisions techniques									
Brut	-	233 379	-321 315	-1 300	-	-	-	-	-89 237
Part des réassureurs	-	-	-	-282	-	-	-	-	-282
Net	-	233 379	-321 315	-1 019	-	-	-	-	-88 955
Dépenses engagées	-	88 905	3 411	17 234	-	-	-	-	109 551
Autres dépenses									9 423
Total des dépenses									118 974

Tableau S.12.01.02 : Provisions techniques vie et santé SLT

En milliers d'euros	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte		Autres assurances vie		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)
		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
Provisions techniques calculées comme un tout								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	-	-		-		-	-	-
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque								
Meilleure estimation								
Meilleure estimation brute	23 195 501		- 297 014		- 18 332	-	-	23 474 183
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	-	-	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – total	23 195 501		- 297 014		- 18 332	-	-	23 474 183
Marge de risque	311 221	19 903		2 405		-	-	333 529
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques								
Provisions techniques calculées comme un tout	-	-		-		-	-	-
Meilleure estimation	-		-		-	-	-	-
Marge de risque	-	-		-		-	-	-
Provisions techniques – Total	23 506 722	316 917		-15 927		-	-	23 807 712

Tableau S.12.01.02 : Provisions techniques vie et santé SLT

En milliers d'euros	Assurance santé (assurance directe)		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
Provisions techniques calculées comme un tout			-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	-		-	-	-
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque					
Meilleure estimation					
Meilleure estimation brute		-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie		-	-	-	-
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – total		-	-	-	-
Marge de risque	-		-	-	-
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques					
Provisions techniques calculées comme un tout	-		-	-	-
Meilleure estimation			-	-	-
Marge de risque	-		-	-	-
Provisions techniques – Total	-		-	-	-

Tableau S.23.01.01 : Fonds propres

<i>En milliers d'euros</i>	Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué (UE) 2015/35					
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	186 967	186 967		-	
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	305 023	305 023		-	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	-	-		-	
Comptes mutualistes subordonnés	-		-	-	-
Fonds excédentaires	-	-			
Actions de préférence	-		-	-	-
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	-		-	-	-
Réserve de réconciliation	1 616 874	1 616 874			
Passifs subordonnés	-		-	-	-
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	-				-
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	-	-	-	-	-
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	-				
Déductions					
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	-	-	-	-	
Total fonds propres de base après déductions	2 108 864	2 108 864	-	-	-
Fonds propres auxiliaires					
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	-			-	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	-			-	
Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande	-			-	-
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	-			-	-
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	-			-	
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	-			-	-
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	-			-	
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	-			-	-
Autres fonds propres auxiliaires	-			-	-
Total fonds propres auxiliaires	-	-	-	-	-

Tableau S.23.01.01 : Fonds propres

<i>En milliers d'euros</i>	Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
Fonds propres éligibles et disponibles					
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	2 108 864	2 108 864	-	-	-
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	2 108 864	2 108 864	-	-	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	2 108 864	2 108 864	-	-	-
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	2 108 864	2 108 864	-	-	
Capital de solvabilité requis	540 747				
Minimum de capital requis	243 336				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	390%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	867%				
Réserve de réconciliation					
Excédent d'actif sur passif	2 108 864				
Actions propres (détenues directement et indirectement)	-				
Dividendes, distributions et charges prévisibles	-				
Autres éléments de fonds propres de base	491 990				
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	-				
Réserve de réconciliation	1 616 874				
Bénéfices attendus					
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	-				
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	-				
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	-				

Tableau S.25.01.21 : Capital de solvabilité requis

<i>En milliers d'euros</i>	Capital de solvabilité requis brut	PPE	Simplifications
Risque de marché	1 923 357		
Risque de défaut de la contrepartie	10 873		
Risque de souscription en vie	673 183		
Risque de souscription en santé	-		
Risque de souscription en non-vie	-		
Diversification	-413 308		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	-		
Capital de solvabilité requis de base	2 194 105		
Calcul du capital de solvabilité requis			
Risque opérationnel	105 240		
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	-1 585 582		
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	-173 016		
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	-		
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	540 747		
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	-		
Capital de solvabilité requis	540 747		
Autres informations sur le SCR			
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	-		
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	-		
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	-		
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	-		
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	-		

Tableau S.28.01.01 : Minimum de capital requis (MCR)

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

RésultatMCR _{NL}	-		
<i>En milliers d'euros</i>		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	-		-
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	-		-
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	-		-
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	-		-
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	-		-
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	-		-
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	-		-
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	-		-
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	-		-
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	-		-
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	-		-
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	-		-
Réassurance santé non proportionnelle	-		-
Réassurance accidents non proportionnelle	-		-
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	-		-
Réassurance dommages non proportionnelle	-		-

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

RésultatMC _{RL}	499 227		
<i>En milliers d'euros</i>		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	19 012 853		
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	4 182 648		
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	297 014		
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	-		
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie			15 957 792

Calcul du MCR global

MCR linéaire	499 227
Capital de solvabilité requis	540 747
Plafond du MCR	243 336
Plancher du MCR	135 187
MCR combiné	243 336
Seuil plancher absolu du MCR	3 700
Minimum de capital requis	243 336



ASSURÉMENT HUMAIN

GMF VIE

Société anonyme au capital de 186 966 736 euros entièrement versé

Entreprise régie par le Code des assurances

315 814 806 R.C.S. Pontoise

Siège social : 1 rue Raoul Dautry - 95120 Ermont Cedex

Tél: 09 70 80 98 09 - www.gmf.fr